



MARDI 27 NOVEMBRE 2018

"Les économistes sont de grands manipulateurs de chiffres : ils calculent l'inflation comme une croissance économique alors que c'est une perte de richesse."

- ▶ **L'APOCALYPSE LE PLUS POSSIBLE...** (Patrick Reymond) p.1
- ▶ **Qu'est-ce qu'une question philosophique ?** p.2
- ▶ **Comment les effets cumulatifs du dérèglement climatique menacent la survie de l'humanité** p.3
- ▶ **Pas si vieux ni si paralysé que ça** (Harvey Mead) p.13
- ▶ **Stable pendant plus de mille ans, la concentration de CO2 dans l'atmosphère a explosé au XXe siècle** p.13
- ▶ **L'agriculture mondiale va être durement affectée par le changement climatique** p.16
- ▶ **Quelles conséquences financières à l'Accord de Paris?** p.20
- ▶ **De la difficulté de lutter contre les changements climatiques** p.22
- ▶ **La Californie en feu, prélude au monde de demain** p.25
- ▶ **La sécheresse met le feu aux poudres** p.28
- ▶ **Il ne faut pas venir emmerder les autonomistes** (Michel Sourrouille) p.30
- ▶ **L'ÉCOLOGIE DISTRIBUTIVE selon Alain Armagnac** (Michel Sourrouille) p.31
- ▶ **RETOUR AU XVIII^e (SIÈCLE)...** (Patrick Reymond) p.33

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Les investisseurs vont se faire scalper** (Bill Bonner) p.36
- ▶ **Faut-il croire les prévisionnistes ?** (Simone Wapler) p.38
- ▶ **Baisse de 9 % de la fréquentation des centres commerciaux** (Charles Sannat) p.40
- ▶ **La danse du dollar** (Michel Santi) p.41
- ▶ **Cyber Italian Monday** (Thomas Veillet) p.42
- ▶ **Quand l'Amérique avance, la France recule... Terrible guerre économique** (Charles Sannat) p.45
- ▶ **La toute nouvelle arme des démocrates** (Jim Rickards) p.48
- ▶ **La revue de presse de Pierre Jovanovic du 26 au 30 novembre 2018** p.50

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

L'APOCALYPSE LE PLUS POSSIBLE...

26 Novembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le mouvement de concentration de la population dans des grands centres urbains apparaît irrésistible. Mais, comme je le dis et le redis et comme chacun peut le constater, cela entasse la population dans des villes invivables, non à terme, mais en quelques jours...

Et se solder par des mortalités remontant en flèche, en quelques jours. Eau potable ? Il n'y en a pas ou plus. Les supermarchés ? Comme le disait Lénine, avec 3 repas devant eux.

Et ces gens des grands centres urbains, qui méprisent le reste, parce qu'inaptes à saisir les "bienfaits", de la mondialisation...

D'ailleurs, [la hausse récente](#) du pétrole a entraîné, quasi immédiatement, la chute de l'industrie automobile. Et le phénomène est vraiment fort aux USA qui ne pratiquent pas les taxes sur l'essence, du moins, pas dans les proportions européennes.

[Au Japon](#), les maisons vides sont des millions, chute démographique oblige, en Chine, les

appartements neufs mais vides se comptent aussi par millions.

La chute économique entraîne le réalignement politique en léger différé. L'UE est en phase d'effondrement, et les allemands effarés s'aperçoivent qu'ils ont pris le contrôle d'une coquille de plus en plus vide.

Comique de situation : "Legendre (LREM) : « Les politiques que nous menons depuis 18 mois vont être poursuivies et intensifiées »"

Voilà, ici aussi, l'illustration parfaite d'une déconnexion totale de la réalité. Ils récitent un catéchisme, forcément vrai, puisque c'est le catéchisme. Après, on pourra appeler son chien LREM.

Autre comique de situation l'intervention de JM sylvestre sur le Brexit. Fermeture brutale des liaisons ferroviaires, maritimes et aériennes. Comme si elles n'existaient pas avant l'UE. Et comment se fait il que des liaisons aériennes puissent exister entre Paris et Dubaï ou Alger ???

SI le deal n'apporte rien aux godons, sortir de l'UE ne leur retire rien non plus...

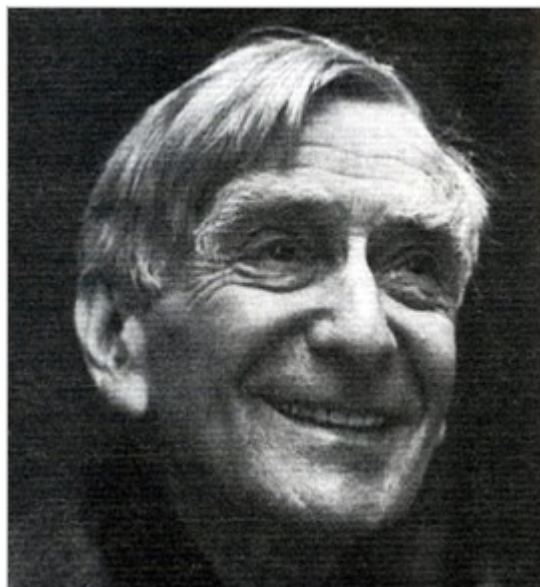
Qu'est-ce qu'une question philosophique ?

George Rouge 9 nov. 2018

Le thème du café des Phares du 28 octobre 2018 était : Qu'est-ce qu'une question philosophique ?

La réponse est dans la manière de reformuler la question, n'importe quelle question, pour y répondre en prenant du recul, en prenant conscience de nos pré-supposés.

Toute chose égale par ailleurs, et notre niveau de vie n'est pas négociable. Voilà deux pré-supposés omniprésents sur lesquels peut s'appuyer toute démarche philosophique.



Vladimir Jankélévitch (1903~1985) – source : <http://dolbegae.co.kr/book/10836/>

[à quoi servent les philosophes ? – sur youtube](#) – [Pour Bergson – sur youtube aussi](#)

Car toute chose n'est jamais égale par ailleurs, lorsqu'on change d'époque, de lieu, de contexte.

Ne déplacer qu'un seul élément ne signifie rien si tout le reste bouge aussi ! Exemple : les transports de demain, sauf que demain le monde sera tellement invivable que se déplacer sera le cadet de nos soucis ! Et après le chaos, une fois rétablie la relocalisation de nos productions vitales, nous n'aurons pas davantage besoin de nous déplacer que pendant le chaos puisque nous aurons tout sous la main !

« Le mode de vie américain n'est pas négociable », fameuse formule de George Bush père prononcée en 1992. On en avait beaucoup rigolé dans les journaux français. Mais sommes-nous si différents ? Et s'il fallait revoir notre niveau de vie à la baisse pour résoudre les problèmes ? Quels problèmes ? Les problèmes sociaux, les problèmes économiques, les problèmes écologiques. Tous les problèmes ! Comme quoi ce pré-supposé, très *reaganien* et très *thatchérien*, selon lequel notre niveau de vie n'est pas négociable, nous enferme et nous empêche de porter une vision reculée sur les grandes questions. Sans ce recul toutes ces questions sont biaisées, et elles peuvent apparaître hautement philosophiques dès que le verrou est enlevé !

Notre pensée est bien verrouillée dans ces deux exemples, mais une fois effectuée cette distanciation philosophique, notre questionnement de la question devient pour le coup subitement très subversif !

Comment les effets cumulatifs du dérèglement climatique menacent la survie de l'humanité

Charles-Elie Guzman 20 Novembre 2018 UpMagazine



Le changement climatique est devenu un fait. Les scientifiques comme les médias publient régulièrement des informations, des témoignages, des alertes sur tel ou tel événement rattaché au phénomène du dérèglement climatique. Inondations, sécheresse, canicules font partie de notre quotidien. Les catastrophes et prévisions de catastrophes

s'accumulent en nombre et finissent par mithridatiser la perception que nous avons des mutations du climat. Ce que l'on ne perçoit qu'indistinctement, c'est que tous ces phénomènes sont non seulement liés, mais cumulatifs. Le dérèglement climatique est un système multifactoriel composé de plusieurs centaines de facteurs qui, combinés ensemble, constituent la pire menace que l'humanité n'ait jamais eu à affronter. Une étude publiée dans la revue *Nature* vient pour la première fois de dresser le tableau des 467 facteurs qui forment le cocktail explosif de notre temps.

Le réchauffement climatique est un phénomène physique relativement simple à comprendre : en affectant l'équilibre entre le rayonnement solaire entrant et le rayonnement infrarouge sortant, les gaz à effet de serre anthropiques augmentent le bilan énergétique de la Terre, ce qui entraîne son réchauffement. Ce que l'on comprend moins, c'est la simultanéité de phénomènes contradictoires. Dans tel coin du monde, la sécheresse sévit alors qu'ailleurs, ce sont des pluies diluviennes qui s'abattent. Cette apparente contradiction, qui nourrit le lit des climatosceptiques de tous poils, est la résultante de phénomènes physiques interreliés dans un système global. Ainsi par exemple, en favorisant l'évaporation de l'eau et en augmentant la capacité de l'air à retenir l'humidité, le réchauffement peut entraîner une sécheresse dans des endroits qui sont généralement secs, ce qui entraîne la maturation des feux de forêt et des vagues de chaleur lorsque le transfert de chaleur par évaporation cesse. On observe des réactions opposées dans des endroits habituellement humides où l'évaporation constante conduit à plus de précipitations, ce qui est généralement suivi par des inondations dues à la saturation du sol. En même temps, quand l'océan se réchauffe, le phénomène d'évaporation s'amplifie, provoquant une accélération de la vitesse des vents, des tempêtes et des pluies diluviennes. Ces ondes de tempête sont elles-mêmes aggravées par l'élévation du niveau de la mer résultant du volume accru occupé par les molécules d'eau chauffées et de la fonte des glaces terrestres. Pour corser le tout, le CO₂ dégagé dans l'atmosphère se dissout dans l'océan, accélérant son acidification et perturbant les courants océaniques. Tout se tient.

Défaut de perspective

Les facteurs climatiques sont interreliés mais leur analyse globale est singulièrement complexe à réaliser. D'autant que certains phénomènes auront des effets plus importants à un endroit et pas à un autre, masquant la compréhension de leur globalité. De ce fait une focalisation sur un aléa climatique masque souvent les changements et impacts produits par d'autres aléas pourtant liés. Ce défaut de perspective nous donne une évaluation incomplète, voire trompeuse du dérèglement climatique.

C'est ce qu'ont voulu corriger une équipe de chercheurs internationaux en compilant des milliers de données afin de dresser un tableau complet de l'interrelations des risques climatiques. Ils ont dénombré 467 facteurs, dont plusieurs sont en mesure de se combiner entre eux et intensifier les multiples dangers climatiques auxquels l'humanité est actuellement vulnérable. Leur étude est une première et vient d'être publiée dans la prestigieuse revue [*Nature Climate Change*](#).

Les scientifiques auteurs de l'étude ont dressé un [tableau](#) comprenant dix dangers climatiques (réchauffement, précipitations, inondations, sécheresse, vagues de chaleur, incendies, niveau de

la mer, tempêtes, changements dans la couverture terrestre naturelle et chimie des océans) qu'ils ont croisés avec six aspects des systèmes humains (santé, alimentation, eau, infrastructure, économie et sécurité). Ces six aspects étant eux-mêmes détaillés en 89 attributs de la vie humaine. Les données ayant servi à nourrir ce tableau proviennent de plus de 12 000 références et documents publiés dans la littérature scientifique depuis les années 80. Sur l'ensemble des combinaisons possibles, chacune documentée par de nombreux exemples concrets, les chercheurs ont révélé 467 interactions ou voies par lesquelles l'humanité est affectée par les dangers climatiques.

Impacts sur la santé humaine

Les dérèglements climatiques tuent ; et ils tuent déjà en masse. Que ce soit par hyperthermie pendant les périodes caniculaires, par noyades pendant les inondations, par la faim pendant les sécheresses, ou par blessures lors des tempêtes, glissement de terrains, incendies et autres cataclysmes, les dérèglements climatiques alourdissent d'année en année le nombre de leurs victimes, partout sur la planète.

Mais, quand les dérèglements climatiques ne tuent pas, ils rendent malade. Troubles cardiaques et respiratoires causés par la chaleur, problèmes respiratoires développés après des incendies, mais aussi consécutifs aux moisissures générées après les tempêtes, aux polluants organiques libérés par la fonte des glaces ou aux pollens libérés pendant des périodes allongées de floraison de la végétation à cause du réchauffement global.

En transformant l'habitat de certains agents pathogènes et de leurs vecteurs, le réchauffement et les modifications des précipitations ont contribué au développement d'épidémies que l'on croyait oubliées : choléra, dengue, paludisme etc.

Les auteurs de l'étude notent que la fragmentation des forêts a augmenté la densité des tiques près des populations, déclenchant des épidémies de maladie de Lyme et d'encéphalites. Les incendies ont rapproché les chauves-souris frugivores des villes, provoquant des épidémies des virus Hendra et Nipah, la sécheresse a mobilisé le bétail près des villes, entraînant des épidémies de fièvre hémorragique, la glace fondante a poussé des campagnols à se déplacer, propageant dans leur mouvement des hantavirus.

Les risques climatiques affectent aussi la santé mentale. Par exemple, la dépression et le syndrome de stress post-traumatique ont été signalés après des tempêtes aux États-Unis, des inondations au Royaume-Uni et des vagues caniculaires en France. Des cas de détresse existentielle ont été signalés pendant la sécheresse en Australie, une augmentation de l'abus de drogues après les tempêtes aux États-Unis et une mauvaise santé mentale en raison des changements climatiques au Canada (par exemple, la perte de la glace de mer a inhibé des pratiques culturelles comme la chasse et la pêche, entraînant des vagues de dépression chez les Inuits).



La longue revue documentaire menée par les auteurs de l'étude révèle aussi que les risques climatiques sont impliqués dans les problèmes de santé prénatale et postnatale. Les enfants nés de femmes enceintes exposées à des inondations présenteraient une augmentation de l'énurésie nocturne, de l'agressivité envers les autres enfants et un poids inférieur à la moyenne à la naissance. De même, l'exposition à la fumée des incendies à des stades critiques de la grossesse peut avoir affecté le développement du cerveau et entraîné des accouchements prématurés, un faible périmètre crânien, un faible poids à la naissance et la mort fœtale ou une survie réduite. Enfin, la salinité de l'eau potable causée par l'intrusion d'eau salée aggravée par l'élévation du niveau de la mer, est souvent liée à l'hypertension gestationnelle, ce qui crée de graves problèmes de santé tant pour la mère que pour le fœtus.

Impacts sur l'alimentation

Les rendements agricoles sont affectés directement et indirectement par le dépassement des seuils physiologiques des plantes cultivées. Des pertes physiques directes sont provoquées par les tempêtes (par exemple, environ 35 % de la production de haricots ont été perdus à cause de l'ouragan Mitch au Honduras en 1998), les précipitations, les inondations (plus de 7 600 ha de terres agricoles ont été détruits par les inondations au Vietnam en 2009), l'élévation du niveau de la mer (des terres agricoles ont été perdues par l'intrusion d'eau salée au Bangladesh), les incendies et la sécheresse (en Russie en 2010, environ 33% de la production de céréales ont disparu à la fois par les incendies et la sécheresse).

Mais ce n'est pas tout. Les pertes indirectes dues à des risques dépassant les tolérances physiologiques des cultures ont été causées par le réchauffement (par exemple, une perte de rendement du blé de 3 à 10 % par augmentation de 1 °C en Chine), la sécheresse (une baisse de rendement d'environ 36 % pendant la sécheresse de 2003 en Italie), les vagues de chaleur (une seule journée au-dessus de 38 °C a réduit de 5 % les rendements annuels aux États-Unis), les changements naturels de la couverture terrestre (le rendement des cultures, partout dans le monde, a été réduit par les changements naturels de la couverture terrestre, ce qui a accru l'évaporation et réduit l'humidité du sol).



Pertes quantitatives mais aussi qualitatives : Les aléas climatiques ont également eu un impact sur la qualité des cultures en modifiant la teneur en éléments nutritifs et en augmentant le risque de contamination. Par exemple, la teneur en protéines de certaines céréales a diminué en raison de la sécheresse et des vagues de chaleur, tandis que les inondations et le dégel du pergélisol dû au réchauffement ont entraîné la contamination du sol et la détérioration des aliments, rendant les matières végétales impropres à la consommation.

Les auteurs de l'étude remarquent que les dangers climatiques ont un impact sur les animaux utilisés pour l'alimentation. La mortalité du bétail a été associée au réchauffement (par exemple, la fièvre catarrhale du mouton était positivement corrélée à l'augmentation des températures en Europe), à la sécheresse (en 2000, les trois quarts du bétail sont morts à cause de la sécheresse au Kenya), aux inondations (les pertes de bétail ont totalisé plus de 236 000 têtes lors des grandes inondations au Bangladesh en 1987 et 1988) et aux changements de la couverture terrestre réduisant la superficie des pâturages. Les stocks de poissons ont diminué en raison du réchauffement, tant directement (les températures plus chaudes ont dépassé la tolérance thermique de certaines espèces comme la morue et les températures élevées de l'eau ont réduit la teneur en oxygène, ce qui a eu de graves répercussions sur la reproduction des salmonidés) qu'indirectement (les températures plus chaudes ont modifié les réseaux alimentaires en réduisant la productivité primaire).

Les aléas climatiques ont également des répercussions sur l'habitat des différentes espèces animales dédiées à l'alimentation. Les ruissellements dus aux incendies ont augmenté la teneur en métaux lourds des lacs et des rivières, les pluies ont augmenté la charge en sédiments et en nutriments des lagunes, la montée du niveau des mers a modifié la dynamique des lagunes, les changements chimiques des océans ont entraîné un blanchiment des coraux qui a réduit la quantité des poissons. Leur qualité a également été affectée. Le réchauffement a accru la méthylation du mercure et a favorisé la croissance des agents pathogènes impliqués dans les intoxications alimentaires. Les inondations, les tempêtes et les incendies sont également liés à

l'augmentation du ruissellement des métaux lourds, entraînant l'accumulation de mercure chez les poissons et augmentant le risque d'empoisonnement chez les humains.

Impacts sur l'eau

Les scientifiques qui ont mené cette étude ont constaté que la quantité et la qualité de l'eau douce étaient gravement affectées par les dangers climatiques. La sécheresse, le réchauffement et les vagues de chaleur ont asséché les puits et réduit les niveaux d'eau dans les réservoirs, entraînant des pénuries d'eau et des restrictions obligatoires. La sécheresse, par exemple, a entraîné des pénuries temporaires d'eau potable pour plus de 200 000 personnes à Porto Rico en 1997-1998 et 33 millions en Chine en 2001. La diminution de l'approvisionnement en eau a également été attribuée à la modification de la couverture terrestre, y compris la propagation d'espèces végétales envahissantes qui ont augmenté l'évapotranspiration, tout comme la désertification, qui a entraîné des pertes dans le stockage des eaux dans certaines zones comme le Sahel. Les régions montagneuses ne sont pas épargnées car le réchauffement entraîne une diminution de l'accumulation de neige et un retrait des glaciers, provoquant une baisse du niveau des nappes phréatiques et des pénuries d'eau potable.

Impacts sur les infrastructures

Les grandes infrastructures, notamment celles des secteurs de l'électricité, des transports et du bâtiment sont gravement touchées par les dérèglements climatiques. Les vagues de chaleur provoquent l'affaissement des lignes électriques surchauffées, elles réduisent l'efficacité de la conduction de l'électricité et de la production hydroélectrique. La sécheresse du sol agit comme un isolant qui cause la surchauffe et la fonte des câbles souterrains. Les pannes de courant dues aux vagues de chaleur ont touché des millions de personnes dans le monde. Par exemple, les pannes de courant à grande échelle ont touché 670 millions de personnes en Inde en 2012, 35 millions en Arabie Saoudite en 2010, 500 000 en Australie du Sud en 2009, 200 000 à Buenos Aires en 2014 et 50 millions dans le nord-est des Etats-Unis et au Canada en 2003.

Les tempêtes inondent les routes, les voies ferrées et détruisent des ponts, des ports et des digues. Les inondations ont paralysé plusieurs réseaux de transport nationaux, interrompu le service ferroviaires, fermé le transport de marchandises et bloqué les habitants des villes. Les vagues de chaleur ont provoqué la déformation des voies ferrées, la fonte des routes, la fonte de l'asphalte et la fissuration des routes en béton et des joints de ponts par la dilatation thermique. Les vagues de chaleur ont mis les avions au sol parce que l'air chaud est moins dense que l'air froid, ce qui exige une vitesse supplémentaire que les avions peuvent ne pas être en mesure d'atteindre sur de courtes pistes.

Les impacts directs et indirects sur les bâtiments sont parmi les plus spectaculaires. Les inondations et les tempêtes ont endommagé ou détruit des millions de maisons (environ 12,8 millions au Bangladesh, 8,7 millions en Chine, 1,8 million au Pakistan, 450 000 à Jakarta, 425 000 aux États-Unis, 45 000 en France, 30 000 en Australie et 30 000 en Jamaïque). Les incendies causés par des sécheresses extrêmes et la chaleur détruisent des maisons par milliers comme on le voit actuellement avec les feux en Californie. Les débordements de lacs glaciaires dus au recul des glaciers et les glissements de terrain balayent des zones entières.



La perte de plages et d'infrastructures côtières à l'échelle mondiale résulte de l'élévation du niveau de la mer, des tempêtes, de la houle océanique et des inondations, de l'érosion et de l'effondrement qui en découlent. La perte de terres côtières liée aux tempêtes et à l'élévation du niveau de la mer, touchent des îles entières dont certaines ont purement et simplement disparu. La perte de couverture naturelle dans les récifs coralliens et les zones humides a réduit la protection côtière, intensifiant, comme un immense cercle vicieux, les effets des tempêtes et des tsunamis sur les infrastructures.

Impacts économiques

Tous les secteurs économiques sont affectés par les dérèglements climatiques : pertes économiques, diminution de la productivité du travail, des emplois et des revenus. Les pertes économiques sont souvent plus dramatiques après des événements extrêmes car elles englobent des coûts immédiats tels que ceux associés aux dommages matériels. Les événements extrêmes ont également des coûts indirects, qui peuvent avoir des répercussions à long terme. Indirectement, les aléas climatiques font augmenter les prix des produits de base. Par exemple, les vagues de chaleur, les sécheresses et les incendies de l'été 2010 en Russie ont réduit d'un tiers la production céréalière locale, doublant à terme les prix mondiaux du blé. Les tempêtes affectent, par effet induit, l'accès à l'assurance et le prix de l'assurance. Par exemple, l'ouragan Andrew a entraîné l'insolvabilité de douze compagnies d'assurance et de nombreuses compagnies refusent maintenant d'émettre de nouvelles polices pour des propriétés situées à moins d'un kilomètre de l'océan sur la côte est des États-Unis.

Les aléas climatiques ont une incidence sur la disponibilité et la capacité de travail. Les vagues de chaleur ont réduit la productivité du travail, comme on l'a observé en Australie, où l'absentéisme a augmenté pendant les vagues de chaleur, et en Inde et au Vietnam, où les vagues de chaleur ont entraîné des journées de travail plus longues pour compenser les périodes de repos pendant les heures de pointe de la journée. Les tempêtes et les inondations perturbent le fonctionnement des industries, entraînant une perte immédiate d'emplois.

Impacts sur la sécurité

Les dérèglements climatiques sont souvent liés à l'augmentation des conflits et de la violence, et à la perturbation du tissu social. Les aléas climatiques contraignent des centaines de millions de personnes à quitter leur foyer pour différentes raisons et durées. Par exemple, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées à la suite d'inondations en Chine et au Pakistan et de tempêtes en Amérique centrale, aux États-Unis et au Bangladesh, pour ne citer que quelques exemples.



La récurrence des aléas climatiques entraîne également des déplacements permanents ; au Bangladesh, des inondations récurrentes ont contraint certains habitants des zones rurales à s'installer dans des squats urbains. Les chercheurs ont recensé plusieurs cas de migration planifiée de communautés côtières due à la fonte du pergélisol, à des inondations récurrentes et à l'érosion du littoral due à l'élévation du niveau de la mer et aux tempêtes. De nombreux cas de migration massive se produisent en raison de sécheresses, de changements naturels de couverture terrestre et de précipitations extrêmes.

Les aléas climatiques contribuent à accroître les conflits sur l'accès aux ressources et peuvent servir de catalyseur à la violence. La sécheresse, par exemple, déclenche régulièrement des conflits sur les droits et l'accès à l'eau. La chimie des océans est liée à des changements dans la répartition des stocks de poissons commerciaux et la découverte de nouvelles ressources révélées par la fonte des glaces de mer génère des tensions géopolitiques quant à leur utilisation, tensions accentuées par le renforcement de la présence militaire dans la région arctique. Les changements dans les précipitations et la sécheresse ont entraîné une pénurie de terres pastorales et agricoles, déclenchant des violences sectaires et intercommunautaires dans la Corne de l'Afrique, une hausse des prix alimentaires est associée à la violence dans toute l'Afrique et ce sont les pénuries alimentaires qui ont facilité le recrutement de rebelles au Burundi. La sécheresse a également été un facteur d'influence dans la migration vers les zones urbaines, aggravant le chômage et l'instabilité politique qui ont contribué aux effusions de sang en Syrie et en Somalie. La probabilité de conflits civils a presque doublé pendant les années El Niño par rapport aux années La Niña. Après 1950, le réchauffement ou un changement des régimes de précipitations a augmenté le risque de violence interpersonnelle de 4 % et les conflits entre groupes de 14 % à l'échelle mondiale.

Les chercheurs ont également constaté des corrélations inédites : des cas de violence, d'aggravation des inégalités entre les sexes et d'effondrement de l'ordre social sont, selon eux, liés aux dérèglements climatiques. Les températures élevées peuvent augmenter la colère et l'excitation, affectant la façon dont les gens réagissent à la provocation, ce qui peut aggraver les actes de violence interpersonnelle et les crimes violents durant les vagues de chaleur. Aux États-Unis, par exemple, un réchauffement de 0,5°C a aggravé les taux de viols de 0,20, les vols qualifiés de 0,84, les cambriolages de 8,16 et les vols qualifiés de 10,65 pour 100 000 personnes. L'effondrement de l'ordre public pendant les pluies extrêmes et les tempêtes a été lié à des comportements violents interpersonnels, y compris les coups et blessures et les viols. Les catastrophes hydrométéorologiques ont également été associées à une augmentation des cas de violence familiale ; par exemple, après l'inondation de 1993 dans le Midwest des États-Unis, on a signalé une augmentation importante des cas de femmes battues. Le rôle relatif des aléas climatiques dans les conflits humains fait actuellement l'objet de plusieurs recherches universitaires.

Les risques climatiques cumulatifs révèlent la grande vulnérabilité de l'humanité

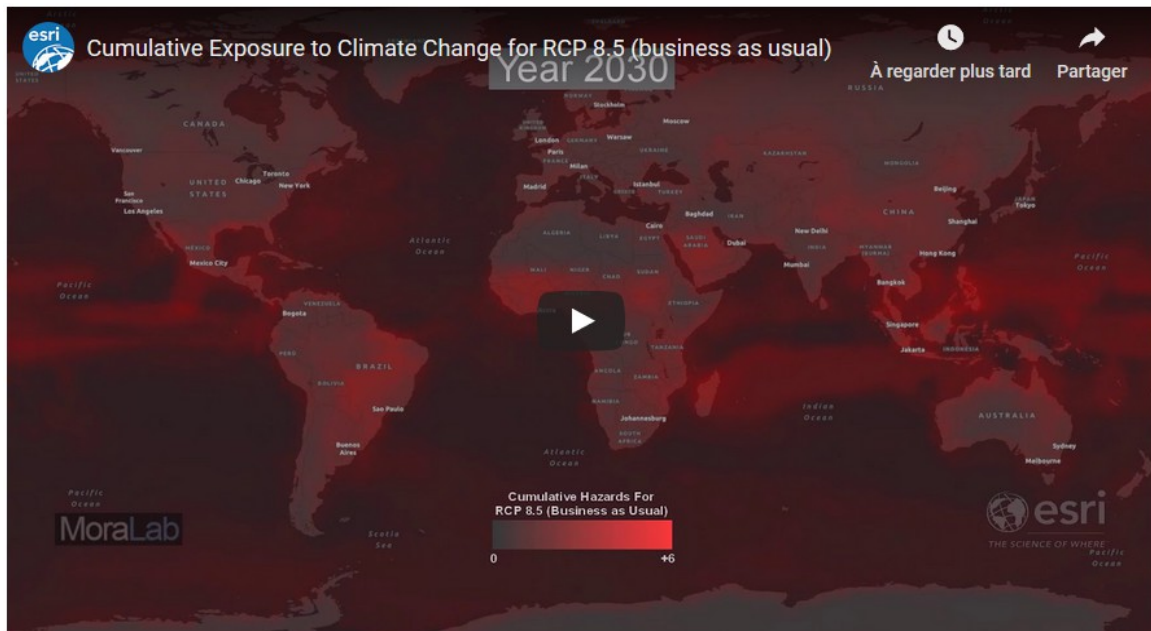
L'étude de *Nature* révèle la grande vulnérabilité de l'humanité aux aléas climatiques. Les chercheurs soulignent que « *Étant donné que différents aléas peuvent avoir un impact sur de nombreux aspects des systèmes humains et peuvent nécessiter des types et des coûts d'adaptation variés, l'exposition simultanée des sociétés futures à de multiples aléas climatiques constitue une préoccupation envisageable.* »

La mise en lumière de la survenue concomitante de plusieurs risques climatiques est une des originalités de cette étude. Jusqu'à présent, les scientifiques s'attachaient à analyser un risque sans réellement tenir compte de l'implication d'autres facteurs et sans analyse multifactorielle des impacts. On sait parfaitement identifier et mesurer une vague de chaleur mais on sait moins bien mesurer les effets induits d'un tel phénomène. Or une des caractéristiques essentielles révélée par cette étude est que nos émissions de gaz à effet de serre déclenchent des effets domino, à grande échelle. Quand le système climatique mondial s'emballe il est difficile d'appréhender la multiplicité des impacts qui sont produits. Or ils sont tous une menace pour l'homme. A plus ou moins grande échelle, mais une menace omniprésente sur l'ensemble de la planète. Une menace d'autant plus grande quand les effets deviennent cumulatifs.

À l'échelle mondiale, c'est en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud que l'on prévoit la plus forte intensification de la sécheresse. Les incendies devraient s'intensifier en Australie, mais diminuer sur le Sahara Sud. Les inondations devraient augmenter en Amérique du Sud, en Asie du Sud-Est et dans le nord de la Russie. La durée des vagues de chaleur mortelles devrait augmenter dans la plupart des régions tropicales, tandis que l'intensité des tempêtes devrait augmenter dans les régions pantropicales. Les précipitations devraient augmenter dans les régions tropicales et aux latitudes élevées, mais diminuer aux latitudes moyennes. La pénurie d'eau va s'aggraver dans de nombreuses régions d'Afrique et d'Amérique.

Mais lorsque les chercheurs combinent les 10 dangers climatiques aux 89 effets sur la vie humaine, ils font apparaître un monde en ébullition. L'un de leurs scénarios calcule un monde

où nous ne changeons rien à nos émissions de gaz à effet de serre. Business as usual, nous continuons sur la trajectoire actuelle. Dans ce cas, la moitié de la population humaine sera soumise à trois risques climatiques simultanément (jusqu'à six pour certaines régions côtières). D'ici la fin du siècle, les effets sur les vies humaines auront atteint une intensité maximale. Ce scénario est schématisé dans l'animation suivante :



On observe que toutes les régions sont concernées et toutes les nations touchées, quel que soit leur état de développement. Les nuances porteront sur la nature des impacts : les pays pauvres paieront un très lourd tribut en vies humaines alors que dans les pays riches, ce sont les dimensions économiques qui seront dévastées.

Certaines régions du monde seront plus exposées que d'autres. Lorsque l'on combine les schémas cumulatifs de changement de tous les aléas, la plus grande co-occurrence de changements est projetée sous les tropiques, généralement isolés dans les régions côtières. Les zones côtières de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, de la côte atlantique de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale seront exposées simultanément aux changements les plus importants de jusqu'à six dangers climatiques si les gaz à effet de serre continuent à augmenter au cours du XXI^e siècle. Une ville comme Marseille par exemple cumulera à la fois vague de chaleur, inondations, incendies, hausse du niveau de la mer, pénurie d'eau potable et changement de la nature de l'eau marine ; une accumulation de dangers extrêmes. D'autres métropoles dans le monde comme Los Angeles, Rio ou Sydney seront, avec des facteurs différents soumis à des intensités similaires de risques.

La multitude de risques climatiques qui pourraient avoir des répercussions simultanées sur une société donnée met en lumière la diversité des adaptations qui seront nécessaires. Un fardeau considérable sur l'économie et le bien-être sera imposé par les changements climatiques déclenchés par les émissions de gaz à effet de serre. Les changements climatiques en cours constituent une menace pour l'humanité, menace qui sera grandement aggravée si nous ne changeons pas d'optique. En effet, certains de nos contemporains pensent encore aujourd'hui que le changement climatique est un canular ou que les mesures écologiques sont un luxe de

nantis, préférant leur vie à court terme plutôt que celle à moyen terme des générations futures. Il n'est que temps de changer.

Pas si vieux ni si paralysé que ça

Publié par Harvey Mead le 27 Nov 2018

C'était une expérience intéressante que de faire une entrevue de plus d'une heure avec Marie-Eve Tremblay, animatrice de l'émission *Corde sensible*, qui produit des balados pour Radio-Canada. Un premier balado tiré de l'entrevue vient de sortir, intitulé «La grande désillusion d'un environnementaliste de 88 ans». [À noter que j'ai 78 ans et non pas 88 ans, et je présume que le titre va être corrigé.]



Mikaël Rioux y est comme contrepoids, et mon seul commentaire à cet égard est qu'il semble conclure de ma position que cela paralyse. Je suggère que deux livres et un blogue où paraît presque chaque semaine un nouvel article indiquent que mon constat en 2007-2008 qu'un effondrement arrive ne me paralyse pas.

En effet, la «désillusion» dont il est question dans le titre du balado est plutôt, je dirais, un constat de ce qu'est la réalité, l'abandon d'approches longtemps utilisées mais vues maintenant comme mal orientées et la poursuite de l'intervention d'une autre façon. Je me considère un «optimiste opérationnel», suivant une caractérisation que se faisait de lui-même Maurice Strong. La priorité aujourd'hui est d'intervenir en cherchant à préparer la fin *d'un* monde (et non la fin *du* monde) et le début *d'un nouveau*, pour citer le sous-titre de mon livre...

Stable pendant plus de mille ans, la concentration de CO2 dans l'atmosphère a explosé au XXe siècle

Par Pierre Breteau Publié Le 22.11.2018

EN UN GRAPHIQUE – Malgré les accords de Paris en 2015, les émissions de CO2 ont continué de croître et la concentration dans l'atmosphère a encore atteint un nouveau record en 2017.

Les gaz à effet de serre ont franchi de nouveaux pics de concentration dans l'atmosphère en 2017, et en particulier le CO₂, qui est de très loin le principal responsable du réchauffement

climatique. L'an passé, la concentration du dioxyde de carbone a atteint 405,5 ppm ([parties par million](#)), soit une hausse de 0,32 % par rapport à 2016 et de 5,66 % par rapport à 2007 (où son niveau était de 383,79 ppm).

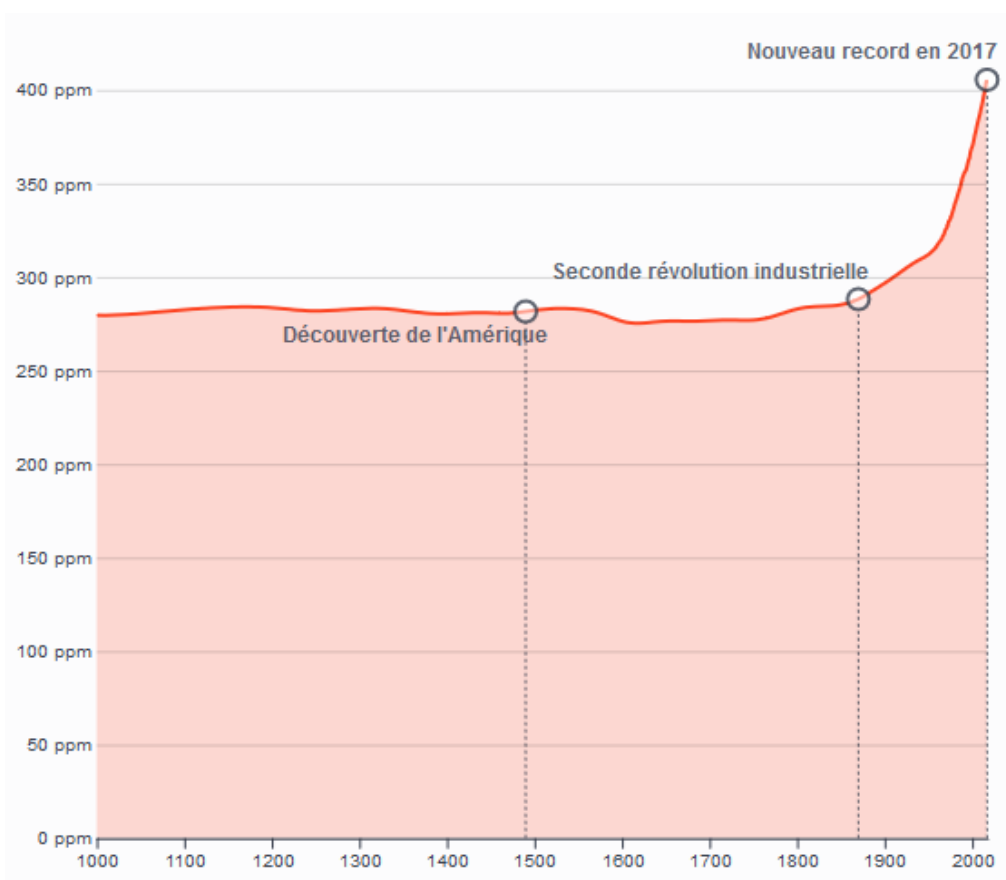
Sur le même sujet [« La période propice à l'action est sur le point de s'achever » : la concentration de CO2 bat des records](#)

C'est un signal particulièrement inquiétant à quelques jours de la COP24, qui doit finaliser l'accord de Paris adopté en décembre 2015 – elle débute lundi 3 décembre en Pologne.

Avant la période industrielle, qui a démarré à la fin du XIX^e siècle, la concentration du CO₂ était de 278 ppm en moyenne et était restée stable pendant des milliers d'années avant de connaître une hausse du fait des activités humaines : [combustion de pétrole, fabrication de ciment, déforestation](#).

Record de concentration du CO₂ dans l'atmosphère en 2017

Ce graphique représente la concentration du CO₂ dans l'atmosphère de l'an 1000 à 2017 en partie par million ([ppm, soit un millionième](#)).



Sources : [Organisation météorologique mondiale \(OMM\)](#), [Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique \(NOAA\)](#), [Centre d'analyse et d'information sur le dioxyde de carbone](#)

Alors que l'augmentation, déjà importante, de la concentration du CO₂ dans l'atmosphère était de 0,86 ppm par an pour la décennie 1960, 1,90 ppm pour les années 2000, elle atteint

2,39 ppm par an pour la période 2010-2017. Et la tendance n'est pas à la baisse.

« Les données scientifiques sont sans équivoque. Si l'on ne réduit pas rapidement les émissions de gaz à effet de serre, et notamment de CO₂, les changements climatiques auront des conséquences irréversibles et toujours plus destructrices pour la vie sur Terre », a fait savoir l'Organisation météorologique mondiale (OMM, une agence de l'ONU). « La dernière fois que la Terre a connu une teneur en CO₂ comparable, c'était il y a 3 à 5 millions d'années : la température était de 2 à 3 °C plus élevée et le niveau de la mer était supérieur de 10 à 20 mètres par rapport au niveau actuel », a ajouté le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas.

Mise à jour : L'ordonnée du graphique a été modifiée. L'axe démarre maintenant à 0 ppm, au lieu de 240 ppm auparavant.

L'agriculture mondiale va être durement affectée par le changement climatique

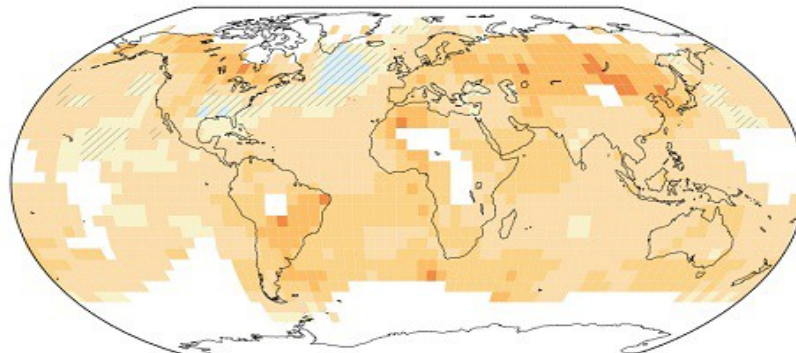
Emilie Massemin Reporterre 5 mars 2015

Sécheresses, pluies diluviennes, typhons, manque d'eau ou maladies, le changement climatique représente un risque majeur pour l'agriculture mondiale. Les rendements en céréales ont déjà commencé à baisser dans certaines régions du monde. Le continent africain est particulièrement touché.

1,1 million de tonnes de noix de coco, riz et maïs détruits par le passage du typhon Haiyan sur l'archipel des Philippines, en novembre 2013. 35 000 hectares et un nombre incalculable de chèvres et de poulets noyés par des pluies diluviennes au sud du Malawi, en octobre 2014. 400 000 familles en détresse alimentaire après de graves sécheresses au Honduras, au Salvador et au Guatemala, en 2014...

Les pays du Sud sont régulièrement frappés par des phénomènes météorologiques extrêmes, qui se multiplient ces dernières années au rythme du changement climatique.

Ces catastrophes naturelles ne représentent qu'une petite partie des dommages liés au dérèglement climatique dans l'agriculture. Des stagnations voire des baisses des rendements agricoles et une détérioration de la qualité des récoltes et de la santé des animaux ont déjà été constatés à certains endroits du globe.

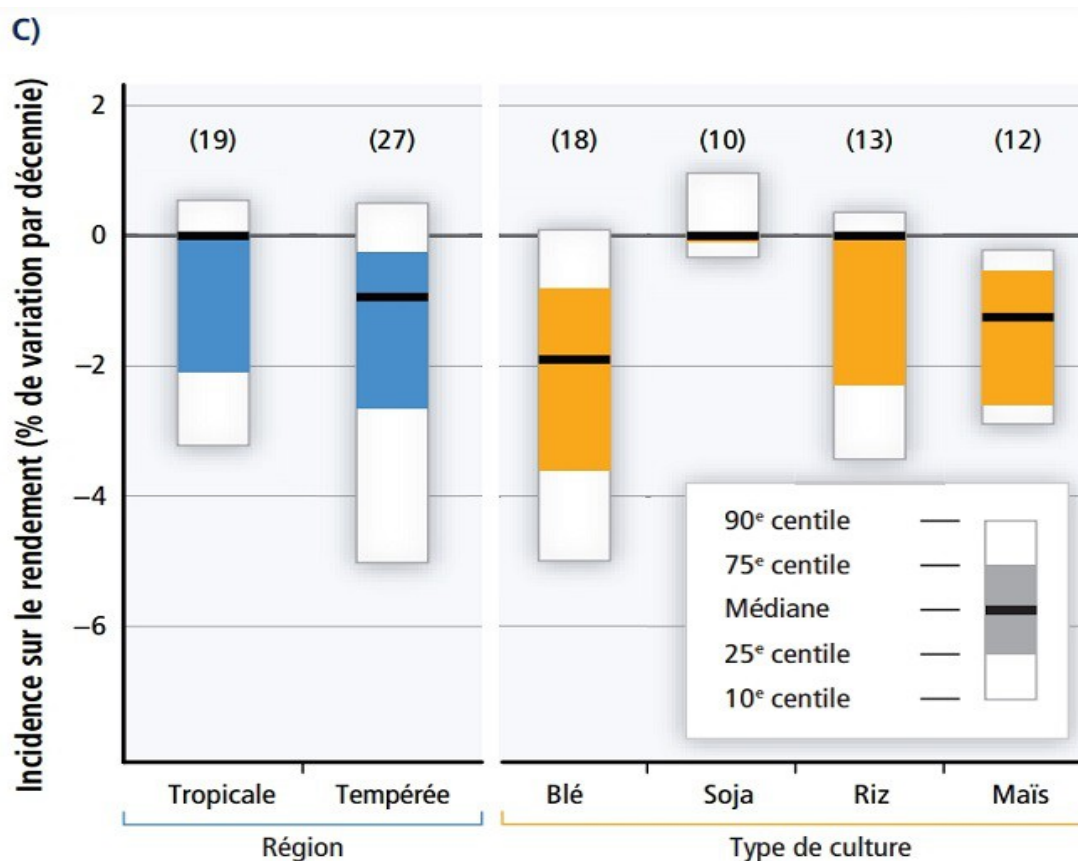


- Évolution observée de la température 1901-2012 - GIEC -

« Tous les agriculteurs du monde sentent la menace et vont dire qu'ils sont très impactés », affirme Emmanuel Torquebiau, [chercheur au Cirad](#). Ces dégâts vont très probablement s'accroître dans les prochaines décennies. Cela, alors que la production agricole devra augmenter de 70 % dans les trente-cinq prochaines années, pour nourrir les neuf milliards d'humains que comptera la planète en 2050...

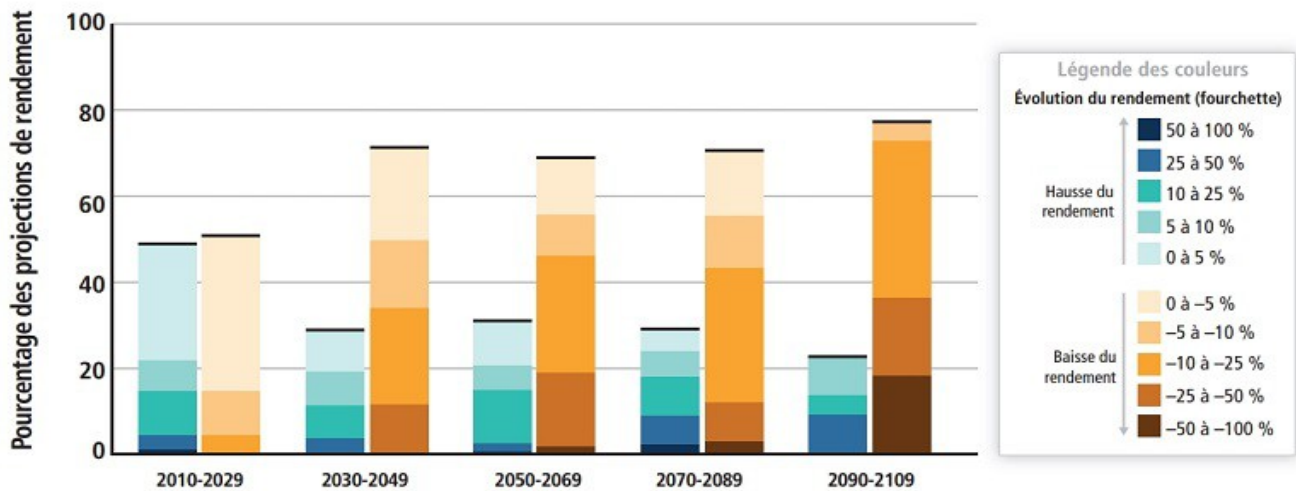
La chaleur, ennemi n°1

L'ennemi numéro 1 de l'agriculteur est la hausse des températures, peut-on lire dans un rapport de 1820 pages intitulé « *Impact, adaptation et vulnérabilité* » ([partie A](#) ; [partie B](#). En anglais) rédigé par les scientifiques du Giec.



- Incidence sur le rendement 1960-2013 – GIEC -

Elle pourrait entraîner une baisse des rendements mondiaux en blé, riz et maïs de plus de 25 % en 2030-2049 par rapport à la fin du XXe siècle, d'après 10 % des projections étudiées par le Giec. L'élevage, en particulier intensif, ne serait pas épargné : au fur et à mesure que la productivité de nos vaches, porcs et poulets augmente, leur tolérance à la chaleur diminue.



- Évolution des rendements - GIEC -

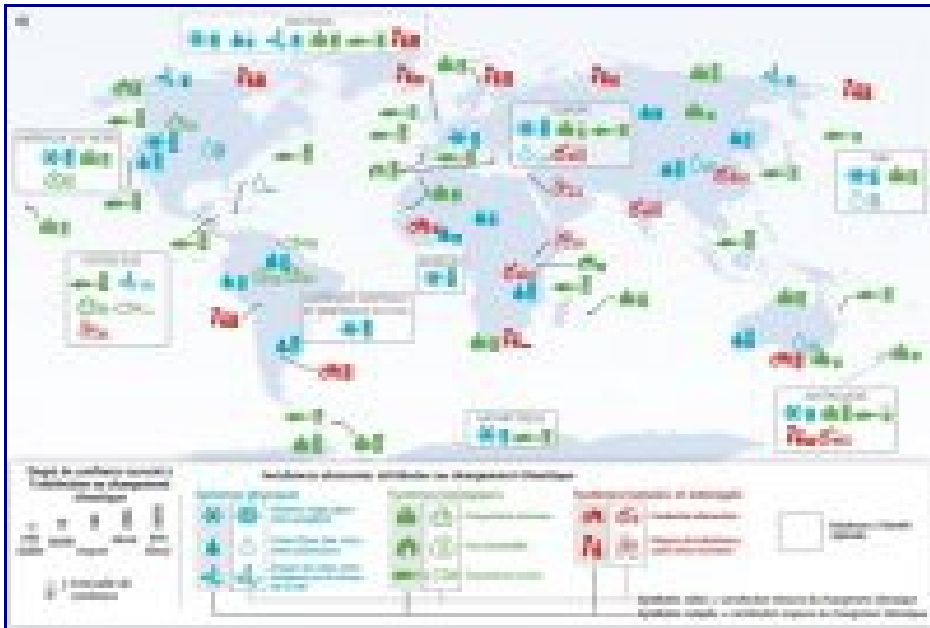
Le changement climatique a d'autres effets plus inattendus. « *L'augmentation du dioxyde de carbone (CO₂) atmosphérique à plus de 100 parties par million (ppm) depuis l'époque préindustrielle a certainement amélioré l'efficacité de l'irrigation et les rendements, en particulier pour (...) le blé et le riz, signale le rapport, même si ces bénéfices jouent un rôle mineur dans les tendances globales de rendements.* »

On ne peut en dire autant de l'ozone (O₃), également émis par nos voitures et centrales énergétiques, dont la concentration croissante dans la troposphère détraque le système reproductif des plantes. Pour la seule année 2000, cette molécule a coûté 11 à 18 milliards de dollars à l'échelle mondiale, de pertes de rendements en soja, blé et maïs.

Des prévisions compliquées...

Et la pluie ? Son volume et sa répartition changent, mais il reste difficile de quantifier et d'intégrer ces évolutions aux modèles scientifiques. « *On sait qu'il va y avoir des augmentations de pluviométrie, mais que cette pluie va peut-être être concentrée à certains endroits et pas à d'autres, donc il est très compliqué de faire des prévisions au niveau local, admet Emmanuel Torquebiau. Typiquement, pour l'Afrique de l'Ouest, zone semi-aride, la moitié des modèles prédisent une augmentation de pluviométrie, et l'autre moitié une diminution.* » L'incertitude est d'autant plus douloureuse que l'agriculture irriguée est le premier utilisateur d'eau dans le monde.

Toutes ces données et projections sont à prendre avec précautions. « *Température, concentration atmosphérique en CO₂, minéraux dans le sol... Nous savons comment chacun de ces éléments joue sur l'agriculture, mais avec le changement climatique nous allons vers des choses inconnues, souligne Patrick Caron, directeur des programmes scientifiques au Cirad. Nous faisons face à trois facteurs de complexité : un ensemble de conditions inédites, des impacts différents liés à des spécificités locales, et la multiplication de phénomènes extrêmes difficiles à prévoir qui entraînent plus de conséquences que le tendanciel.* »



- Incidences observées liées au changement climatique - GIEC -
- Télécharger la carte pour bien lire les détails :



L'Afrique, première victime

Toutes les agricultures du monde sont-elles touchées avec la même intensité ? Clairement, non. « *Les systèmes de production alimentaire d'Afrique sont parmi les plus vulnérables en raison d'un vaste recours aux cultures pluviales, à la variabilité climatique intra et inter-saisonnière, à des sécheresses et à des inondations récurrentes qui affectent à la fois la culture et l'élevage, et une pauvreté persistante qui limite la capacité à s'adapter* », indiquent les scientifiques du Giec.

Le changement climatique taille dans les rendements des céréales. La production de maïs pourrait baisser de 30 % en Afrique du Sud et au Zimbabwe en 2050 ! Enfin, « *la perte de bétail en situation de sécheresse prolongée est un risque critique* », surtout en Afrique du nord et du sud.

Sous l'effet de la chaleur, les rendements de blé ont déjà diminué en Asie du Sud. Idem pour le blé et le maïs en Chine. L'Asie centrale (Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan) risque de devenir de plus en plus chaude et aride dans les prochaines décennies. Quant au Bangladesh et au delta du Mékong, ils devront faire face à la montée du niveau de la mer : un mètre d'eau de plus, et c'est quelque 7 % des terres agricoles vietnamiennes qui pourraient être immergées.



Maladie tropicale en Europe

Une partie du vieux continent a vu ses rendements en blé stagner ces dernières décennies sous la hausse des températures, malgré les progrès technologiques. Seule l'Europe du Nord tire son épingle du jeu, avec des rendements en augmentation.

Le réchauffement de l'atmosphère a aussi favorisé la propagation du virus de la fièvre catarrhale du mouton et des tiques dans certaines régions. Une moindre disponibilité de l'eau et des vagues de chaleur extrême ne laissent rien présager de bon pour l'avenir. Pour mémoire, les pertes de récoltes de céréales avaient atteint 20 % pendant la canicule de 2003...

L'Australie, qui représente rien moins que 40 % du commerce mondial de produits laitiers, devrait voir sa production laitière baisser d'ici 2050 dans toutes les régions du pays, sauf la Tasmanie. Pas de bonne nouvelle non plus côté vigne, avec des récoltes qui s'annoncent de plus en plus précoces, pour une qualité de vin de plus en plus médiocre.

Inondations et glissements de terrain en Amérique du Sud

Les États-Unis devraient voir leur productivité agricole baisser. Mexico est en voie de désertification sévère, avec des risques de disparition de plusieurs espèces de maïs et de stress thermique important pour les animaux. Certaines zones de l'est de l'Amérique du Sud profitent du changement climatique et ont vu leurs rendements agricoles et leurs superficies cultivées augmenter, au-delà du seul progrès technologique.

Mais l'embellie devrait être de courte durée, puisque les modèles scientifiques prévoient des problèmes de disponibilité en eau dans les régions semi-arides et celles dépendant de la fonte des glaciers, des inondations et des glissements de terrain dus aux précipitations extrêmes, et une baisse de la production et de la qualité des aliments. Dans la région amazonienne, le pire scénario envisage des rendements en soja réduits de 44 % d'ici 2050...



Le tableau est accablant. Certes, il reste des incertitudes sur les modèles et les projections. Mais les scientifiques du monde entier s'accordent pour dire qu'à terme, c'est toute l'organisation de l'agriculture mondiale qui pourrait être bouleversée.

Les latitudes les plus élevées deviendraient les nouveaux eldorados de l'agriculture. A l'inverse, les terres tropicales, en proie à des températures extrêmes et au manque d'eau, deviendraient de plus en plus difficiles à cultiver.

Cela dit, il n'y a pas de fatalité : l'agriculture, émettrice de gaz à effet de serre, a aussi un potentiel d'absorption de carbone qui est loin d'être négligeable et pourrait contribuer à atténuer le changement climatique. L'agroécologie est également une piste pour adapter les systèmes agricoles et continuer à nourrir la planète malgré le dérèglement climatique.

Reporterre y reviendra plus longuement dans ses prochains articles.

Quelles conséquences financières à l'Accord de Paris?

Pascal Lapointe - Agence Science-Pressé 26 novembre 2018



À quelques jours de la COP 24, retour sur la nature et l'étendue réelle des obligations

auxquelles s'engagent les signataires de l'Accord de Paris. Des obligations parfois gonflées à dessein par ses détracteurs.

Lorsqu'il a annoncé le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris l'an dernier, [Donald Trump](#) a invoqué « le fardeau économique et financier » que cet accord imposait à son pays.

Depuis, c'est un argument récurrent du discours climatosceptique : l'[Accord de Paris](#) coûterait trop cher. Or, le « Détecteur de rumeurs » de l'Agence Science-Presses a eu beau chercher, il n'a rien trouvé qui obligerait un pays signataire à payer quelque chose s'il n'atteignait pas la cible qu'il s'est fixée.

Le principe de base de cet Accord, signé en décembre 2015 par tous les pays du monde — sauf le Nicaragua et la Syrie, qui l'ont signé l'année suivante —, c'est qu'il invite les signataires à soumettre publiquement leurs cibles de réduction des gaz à effet de serre, leurs échéances et les efforts qu'ils comptent entreprendre pour y arriver. « Chaque partie établit, communique et actualise les contributions déterminées au niveau national qu'elle prévoit de réaliser », lit-on à l'article 4.

Un accord non contraignant

Qu'arrive-t-il si un pays n'atteint pas sa cible, par exemple en 2025 ou en 2030 ? Rien. Il n'existe aucune pénalité. En jargon juridique, on appelle cela un accord « non contraignant ».

Aux États-Unis, avant et après l'annonce faite par Trump, des groupes de pression conservateurs (Americans for Tax Reform, Global Energy Institute, etc.) opposés à l'Accord de Paris se sont plutôt rabattus sur l'aide que les pays du Nord seraient soi-disant obligés de verser aux pays en développement.

Cette aide, prétendent-ils, serait un mécanisme de « redistribution de la richesse » — c'est ce qu'a aussi prétendu en octobre le député Maxime Bernier, évoquant une facture de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020.

Mais cette idée des 100 milliards ne provient pas de l'Accord de Paris. Elle est née d'un engagement pris six ans plus tôt, en 2009, par les pays les plus riches. Un engagement qui a été réitéré en 2015. L'Accord de Paris précise, dans les « attendus que », que cette somme pourrait être recueillie par l'intermédiaire du Fonds vert pour le climat, lancé en 2011, ou par d'autres mécanismes qui ne sont pas déterminés.

Qui plus est, le libellé de l'article 9, qui fait référence à ces contributions, n'est pas contraignant lui non plus. « Dans le cadre d'un effort mondial, les pays développés devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières ». Cette mobilisation « devrait représenter une progression par rapport aux efforts antérieurs ».

Pas de sanctions

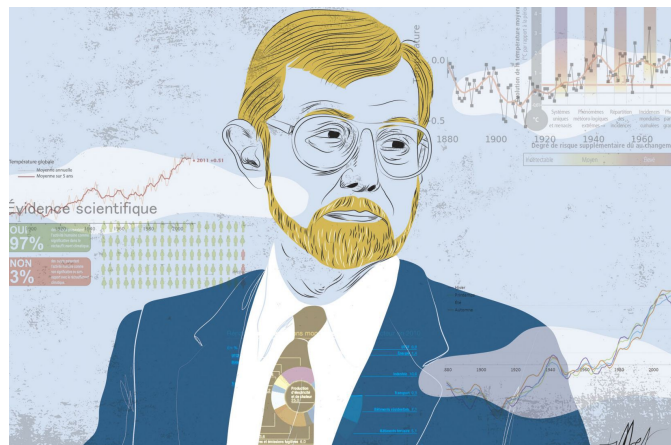
Autrement dit, nul ne peut être sanctionné si ces 100 milliards ne sont pas atteints. Cet engagement s'inscrit dans le concept « d'obligations », qui remonte à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, signée en 1992, et qui renvoie à l'idée que les pays développés devraient accepter d'assumer une plus grande part de la facture qui s'annonce pour la planète, parce qu'ils ont une plus grande part de responsabilités dans les émissions de

gaz à effet de serre.

Selon une compilation publiée par Oxfam en mai dernier, la somme recueillie jusqu'ici serait d'environ 48 milliards, dont une bonne partie n'est pas de l'argent sonnante mais des projets, et encore, pas tous reliés aux changements climatiques. Plus de la moitié, juge Oxfam, entre plutôt dans la catégorie plus générale « d'aide au développement social et économique », à l'intérieur de laquelle « l'atténuation et l'adaptation » aux changements climatiques « sont des objectifs significatifs, mais non principaux ».

De la difficulté de lutter contre les changements climatiques

André Lemelin Professeur retraité de l'INRS-UCS 24 novembre 2018 Le Devoir.com



Dans son ouvrage «*Logique de l'action collective*» (1965), l'économiste américain Mancur Olson a été le premier à présenter de façon aussi limpide le «problème de l'action collective», même si on en trouve des exemples chez Hobbes, par exemple, et jusque chez Aristote.

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

Le 6 octobre dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiait le *Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C*. Le résumé pour les décideurs politiques souligne que limiter le réchauffement à 1,5 °C est possible du point de vue des lois de la physique et de la chimie, mais que cela exigerait des transitions rapides et de portée très étendue, d'une ampleur sans précédent. Le résumé se conclut sur l'affirmation que « des efforts collectifs à tous les échelons » permettront de renforcer la réaction mondiale au changement climatique, de parvenir à un développement durable et d'éradiquer la pauvreté. Dans la langue feutrée des documents officiels, cela signifie que des efforts collectifs sont absolument nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. Il est donc de toute première importance de comprendre comment peuvent s'organiser ces efforts collectifs et quels obstacles doivent être surmontés.



André Lemelin (Photo: Christian Fleury)

Le Pacte pour la transition de Dominic Champagne se veut un moyen de mobiliser en vue d'engager les efforts nécessaires. Quelles sont les chances de succès de cette initiative ? Voyons ce qu'en dirait l'économiste américain Mancur Olson (1932-1998). Dans son ouvrage *Logique de l'action collective* (*The Logic of Collective Action*, 1965), Olson a été le premier à présenter de façon aussi limpide le « problème de l'action collective », même si on en trouve des exemples chez Hobbes, par exemple, et jusque chez Aristote. Olson rejette l'idée communément répandue que « les groupes d'individus ayant des intérêts communs tentent généralement de promouvoir ces intérêts communs ». Il affirme qu'au contraire, « à moins que le nombre d'individus d'un groupe soit plutôt petit, ou à moins qu'il y ait de la coercition ou quelque autre arrangement particulier pour forcer les individus à agir en fonction de leur intérêt commun, des individus rationnels et motivés par leur intérêt propre n'agiront pas de manière à réaliser leur intérêt commun ou de groupe ». Car pour Olson, la poursuite des intérêts communs d'un groupe est un « bien collectif », c'est-à-dire un résultat dont l'obtention exige un effort (coût) et qui bénéficie à tous les membres d'un groupe, sans que personne puisse en être exclu. Bien que tous bénéficieront du bien collectif, chacun a intérêt à laisser les autres faire les efforts nécessaires. Spontanément, en l'absence d'organisation, les efforts déployés pour atteindre le bien collectif seront insuffisants, voire nuls. Et ce conflit entre l'intérêt individuel et le bien commun peut être atténué, mais pas éliminé, par l'altruisme des individus.

Pour atteindre des objectifs communs de type bien collectif, des groupes d'individus forment donc des organisations, qui résolvent le conflit entre l'intérêt individuel et le bien-être collectif grâce au pouvoir de coercition consenti à l'organisation par ses membres. Par exemple, tous les travailleurs d'un groupe accrédité doivent payer leur cotisation syndicale ; ainsi, tous ceux qui bénéficient des conditions de travail négociées par le syndicat contribuent à son fonctionnement. De même, tous les citoyens sont tenus de payer les impôts qui permettent à l'État de jouer son rôle.

Dissensions

De toute évidence, la logique de l'action collective s'applique à la question climatique. Le climat est incontestablement un bien collectif. La lutte contre les changements climatiques exige la mobilisation de tous pour mettre fin aux actions individuelles qui causent ou accélèrent ces changements. Mais chaque individu ferait spontanément les choix qui, selon lui, sont dans son intérêt fondamental ; lui demander de modifier ses comportements ou de renoncer à certains avantages, c'est lui demander d'assumer un coût pour « faire sa part ». Dans la lutte contre les

changements climatiques, on retrouve donc le conflit entre l'intérêt individuel et le bien-être collectif qui constitue le problème de l'action collective.

La question qui découle de ce constat est : quelles sont les organisations qui permettraient de résoudre ce conflit d'intérêts et de poursuivre efficacement le bien commun ? On pense tout de suite aux États (et accessoirement aux quasi-États — provinces, États fédérés — et aux administrations territoriales comme les municipalités). Les gouvernements disposent en effet de la légitimité et du pouvoir de coercition nécessaires pour trancher le noeud gordien du conflit d'intérêts et ils les utilisent déjà, à grande échelle, sur de nombreux enjeux autres que le climat.

Pourtant, au sein même des États, l'élaboration de politiques climatiques se heurte au problème de l'action collective. Le Canada en est d'ailleurs une illustration éclatante : tout le monde approuve la lutte contre les changements climatiques, hormis les négationnistes ; mais l'Alberta n'accepte pas que soit limitée, encore moins stoppée, l'exploitation croissante de ses sables bitumineux et exige la construction de pipelines pour se désenclaver, quitte à se soumettre à une taxe sur le carbone ; le Québec insiste pour que, dans la distribution du fardeau de réduction des émissions, on tienne compte des efforts passés déployés par son industrie (notamment les alumineries) pour réduire leurs émissions de GES ; la Colombie-Britannique estime qu'une taxe est la meilleure façon de tarifier le carbone, alors que le Québec et, jusqu'à l'élection de Doug Ford, l'Ontario participaient à un système de plafonnement et d'échange avec la Californie ; l'Ontario de Doug Ford, suivant en cela la Saskatchewan, refuse maintenant toute tarification du carbone...

Le gouvernement fédéral canadien tente donc d'utiliser son pouvoir de coercition pour surmonter ces dissensions en mettant en place une taxe carbone dans les provinces qui refusent d'imposer leur propre taxe ou d'implanter une Bourse du carbone.

De tels tiraillements ne se produisent pas seulement entre entités fédérées ; ils se produisent aussi au sein de chaque société. Faut-il forcer les industries polluantes (cimenterie de Port-Daniel...) à réduire leurs émissions ? Si oui, de combien et comment ? Quelles industries émettrices devraient être ciblées ? Doit-on augmenter la taxe sur les combustibles fossiles pour en diminuer l'utilisation ? Doit-on le faire à la même hauteur pour le chauffage domestique, les automobiles, les camions et la machinerie agricole ? Pour chaque mesure envisagée, le groupe le plus directement touché voudra faire valoir que le fardeau qu'il devrait assumer est excessif. Dans une démocratie électorale, le gouvernement ne pourra que tenir compte du coût électoral de chaque élément d'une politique climatique.

Valeur morale

Mais le climat n'a pas de frontières et à l'échelle internationale, il n'y a pas d'organisation qui dispose d'un pouvoir de coercition suffisant. L'application déficiente des accords climatiques successifs, de Kyoto à Paris (COP21), a largement démontré que, jusqu'à maintenant, les États nationaux n'étaient pas prêts à conclure de traité climatique contraignant. Or, sans accord contraignant, les engagements des États n'ont qu'une valeur « morale » ; ils peuvent être abandonnés en invoquant un cas « de force majeure » ou même sans autre justification qu'un égoïsme sans vergogne. Pire, l'Accord de Paris ne comporte pas de mécanisme de coordination qui assurerait que la somme des efforts consentis conduise au résultat recherché : comme l'indique le GIEC, les objectifs de réduction d'émissions de GES que les États ont déposés en

vertu de l'Accord ne suffiraient pas à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Dans l'état actuel des choses, il est hautement improbable que les États prennent individuellement sur eux d'assumer le fardeau de la lutte contre le réchauffement climatique. Certes, certains le feront, comme ils le font déjà, jusqu'à un certain point. Mais pourquoi faire des efforts supplémentaires à la place du voisin qui n'en fait pas ou pas assez ? Et plus ça fera mal, plus le consensus démocratique sera difficile à obtenir.

Faut-il pour autant baisser les bras et voir le problème de l'action collective comme un obstacle insurmontable ? Des mécanismes de choix collectifs et de coercition consentie — tout imparfaits soient-ils — existent au sein des États. À cet égard, les exhortations au sens des responsabilités et à la moralité climatique, comme le Pacte pour la transition, sont de nature à nourrir un consensus pour soutenir de telles politiques. Mais il s'agit bien d'action collective, c'est-à-dire politique, parce que les gestes individuels, les « petits pas », si bien intentionnés et généreux soient-ils, ne suffiront pas. Les sociétés riches doivent donc d'abord soutenir des politiques climatiques nationales vigoureuses. C'est d'ailleurs ce que demande le Pacte « en contrepartie de mes efforts individuels, sachant pertinemment que la somme des gestes individuels ne fera pas le poids face à l'ampleur des cibles à atteindre et que l'action politique est incontournable ». Cela est nécessaire pour réduire les émissions, bien sûr, mais aussi, impérativement, pour que les États à la pointe de la lutte climatique aient la volonté et la crédibilité nécessaires pour promouvoir un accord international contraignant, sans lequel le seuil de 1,5 °C, voire de 2 °C sera fatalement dépassé.

Voilà pour quoi pourraient militer les jeunes chez qui le poids du monde n'a pas éteint l'espoir. C'est l'idéal humaniste d'un gouvernement mondial, version XXI^e siècle.

[La Californie en feu, prélude au monde de demain](#)

Alexandre Shields [journaliste...] 19 novembre 2018 [Le Devoir.com](#)



La série d'incendies de forêts qui ravagent la Californie cette année est historique. À ce jour, quelque 6750 km² ont été brûlés lors de 7579 incendies. Les autorités font état de 71 morts et de plus de 1 000 personnes disparues.

Les incendies qui ravagent présentement la Californie sont certes meurtriers, mais ils ne constituent que le prélude des impacts dévastateurs qui se manifesteront de plus en plus au cours des prochaines décennies, au fur et à mesure que les bouleversements du climat planétaire se feront sentir avec plus de violence. Le Canada ne sera d'ailleurs pas épargné, d'où l'urgence de se préparer à une réalité climatique que l'humanité n'a jamais connue.

Lorsque [Donald Trump](#) a imputé les incendies qui ravagent la Californie à une « mauvaise gestion » forestière, le gouverneur de l'État, Jerry Brown, n'a pas tardé à ramener le président climatosceptique à l'ordre. « Gérer toutes les forêts partout où nous le pouvons n'arrêtera pas le changement climatique, et ceux qui nient cela contribuent aux tragédies auxquelles nous assistons et auxquelles nous continuerons d'assister », a-t-il laissé tomber.

Ces incendies meurtriers, qui se répètent avec une régularité inquiétante depuis quelques années, démontrent non seulement l'urgence d'agir pour lutter contre les changements climatiques, mais aussi de s'adapter aux impacts déjà bien réels du réchauffement. « Nous allons devoir investir toujours plus en adaptation. Il ne s'agit pas de millions, mais plutôt de milliards, de dizaines de milliards et probablement de centaines de milliards de dollars », a prévenu M. Brown.

Pour la Californie, le besoin de tirer la sonnette d'alarme est d'autant plus criant que cet État de 40 millions d'Américains est confronté à une « tempête parfaite », souligne Yan Boulanger, chercheur en écologie forestière à Ressources naturelles Canada. « Depuis au moins cinq ans, on se retrouve dans une situation de méga-sécheresses, ce qui signifie que le “combustible” est très inflammable. Les températures sont aussi très chaudes. Plusieurs régions ont battu des records cette année, et les dernières années sont les plus chaudes enregistrées. »

Selon M. Boulanger, ces nouveaux feux, qui ont déjà tué des dizaines de personnes et détruit complètement des zones habitées, portent donc clairement « la signature » des bouleversements du climat. « Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable. Les changements climatiques contribuent à la sévérité et la récurrence de ces événements », a-t-il souligné.

La Californie n'est d'ailleurs pas la seule région du monde à être sévèrement touchée. L'Espagne et le Portugal ont notamment connu des feux particulièrement importants l'an dernier. L'Australie, la Grèce, la Suède et d'autres régions du nord de l'Europe ont également été frappées par plusieurs événements de ce genre cette année.

Peut-on imaginer des moyens pour prévenir ces feux, qui détruisent vies humaines et infrastructures ? La chose est complexe, estime Yan Boulanger. Dans certains cas, il peut s'agir de mieux contrôler la végétation près des secteurs habités, mais cela implique un travail en continu qui est très coûteux.

Qui plus est, cela ne change rien aux réalités climatiques qui ont pour effet, par exemple, d'allonger les saisons des feux, comme on le constate en Californie. Dans le cas de cet État de la côte ouest, des travaux scientifiques ont même déjà permis de découvrir que la disparition des glaces de l'Arctique modifiera la circulation de l'air dans le Pacifique-Nord, ce qui pourrait favoriser la création de conditions favorables à des sécheresses en Californie, et ce, jusqu'en période hivernale.

Montée des eaux

Plus globalement, les États-Unis illustrent bien la grande « diversité » des impacts attendus des changements climatiques, et donc le caractère « essentiel » de l'adaptation, selon Alain Webster, professeur titulaire au Département d'économie de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke.

À Miami, par exemple, la montée du niveau des océans menace de transformer une partie de la ville en Venise américaine au cours des prochaines décennies. Et dans l'ensemble des États-Unis, 311 000 maisons côtières, d'une valeur de 120 milliards de dollars, présentent un risque d'inondations chroniques d'ici 2045, selon un rapport publié en juin par l'Union of Concerned Scientists, une organisation scientifique américaine.

Certaines villes majeures se préparent déjà d'ailleurs à l'inéluctable, dont New York, où un budget de plus de 20 milliards de dollars a été alloué pour fortifier la ville contre la montée des eaux.

Le Québec devra lui aussi investir rapidement et massivement pour s'adapter aux impacts des bouleversements climatiques, selon Alain Webster. « Ça va coûter une fortune. Des routes et des villages devront être déplacés. » Les cas de la Gaspésie et de la Côte-Nord illustrent d'ailleurs déjà très bien les impacts de l'érosion côtière, un phénomène aggravé par les changements climatiques.

Une analyse menée par Ouranos et des chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski évalue ainsi que l'érosion des côtes pourrait « mettre en danger des milliers de bâtiments publics et privés, mais aussi des infrastructures routières et ferroviaires », pour des pertes totales évaluées à plus de 1,5 milliard d'ici 50 ans. Cette estimation peut toutefois être considérée comme prudente, puisqu'elle ne tient pas compte des impacts indirects des changements climatiques sur l'économie régionale, la santé, le tourisme et les écosystèmes.

Adaptation urgente

« Nous n'avons plus le choix de nous adapter, estime M. Webster. C'est notre nouvelle réalité, qui découle d'une inaction pendant des décennies en matière de changements climatiques. Nous n'avons pas pris cela au sérieux il y a de cela 30 ou 40 ans, lorsqu'on a commencé à comprendre le phénomène. Nous en vivons les conséquences. Il est donc important d'agir et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais il faut aussi faire face aux conséquences, qui sont déjà significatives et très diversifiées. »

Nous n'avons plus le choix de nous adapter. C'est notre nouvelle réalité, qui découle d'une inaction pendant des décennies en matière de changements climatiques.

— **Alain Webster**

À l'échelle canadienne aussi, les besoins d'adaptation seront nombreux. Yan Boulanger estime notamment que les feux de forêt seront plus nombreux, et surtout plus dévastateurs, à l'image de celui survenu en 2016 dans la région de Fort McMurray.

« Le Canada n'est pas immunisé contre les feux de forêt, on l'a vu dans les dernières années. Ce sont des situations qui risquent de survenir de plus en plus fréquemment, puisque nos études indiquent qu'à l'échelle canadienne, selon les scénarios climatiques les plus pessimistes, on

pourrait se retrouver avec des feux de deux à quatre fois plus importants, en ce qui a trait aux superficies brûlées. »

Malgré la sonnette d'alarme de la science, le Canada n'a toujours pas de stratégie nationale pour faire face à ces risques. « Au Canada, ce qu'il manque, c'est une analyse pancanadienne des risques associés aux incendies forestiers. Nous sommes en train de travailler sur le sujet et on souhaite publier l'étude très prochainement », précise M. Boulanger.

La sécheresse met le feu aux poudres

Alexandre Aget 18 Mars 2018 UpMagazine



Des chercheurs en économie ont mis en évidence l'existence d'un lien systématique entre les périodes de sécheresse et le déclenchement d'émeutes en Afrique subsaharienne.

La communauté scientifique formule depuis plusieurs années l'hypothèse d'un lien entre les périodes de sécheresse et le déclenchement d'émeutes. Afin de vérifier formellement cette hypothèse, l'Université de Genève (UNIGE), en collaboration avec les universités d'Heidelberg (Allemagne) et Lucerne, a étudié 1800 émeutes survenues sur une période de vingt ans en Afrique subsaharienne. Les chercheurs ont ainsi pu observer un lien systématique entre la raréfaction soudaine des ressources en eau et le déclenchement de conflits, et quantifier l'impact de facteurs géographiques et sociaux sur ce même lien. Leurs résultats, qui soulignent l'importance du rôle des institutions politiques en cas de sécheresse, sont à lire dans la revue [Journal of Environmental Economics and Management](#).

Plusieurs cas d'études rapportent que les phénomènes de sécheresses entraînent des tensions au sein des populations touchées. Par exemple, lorsqu'une vague de sécheresse s'abat sur une région, il est démontré que la production et le revenu agricole baissent, la nourriture se raréfie, les prix des denrées alimentaires augmentent et les villes ne sont plus suffisamment ravitaillées, ce qui pousse à l'émergence d'émeutes.

Mais le lien entre sécheresse et émeutes est-il systématique ? Jusqu'à aujourd'hui, la majeure

partie des données utilisées dans ces recherches était trop agrégée pour permettre de répondre précisément à cette question. En effet, les chercheurs fondaient leurs analyses sur des chiffres indiquant la quantité moyenne de pluie tombée pour chaque pays sur une année et sur l'émergence de conflits la même année par pays. Ces données étaient trop peu représentatives des véritables besoins en eau des populations et mal adaptées à l'étude des émeutes, un phénomène typiquement local, plus court et plus explosif que les conflits civils. Il fallait donc affiner ces statistiques et regarder au plus près chaque conflit en fonction de la région, du climat et des habitants.

Indicateur de sécheresse

Une équipe d'économistes, dont Jérémie Lucchetti, professeur à la Faculté d'économie et de management (GSEM) de l'UNIGE, a choisi d'étudier le cas de l'Afrique subsaharienne. Caractérisée par une structure économique tributaire de la présence d'eau, cette région est idéale pour démontrer l'existence systématique de ce lien. 43 pays peuplés d'au moins un million d'habitants ont été analysés.

Les chercheurs ont utilisé un indicateur de sécheresse développé par des hydrologues, le SPEI (Standardised Precipitation-Evapotranspiration Index), qui mesure les précipitations un mois donné sur une région et en soustrait la quantité d'eau qui s'évapore. Cet indice est disponible à une échelle très fine : par tranche de 50km sur 50km, il indique mois par mois la disponibilité en eau sur une période d'environ 100 ans. Les économistes ont ensuite croisé les informations du SPEI avec les données du SCAD (Social Conflict Analysis Database), qui recensent 1800 éléments d'émeutes survenus entre 1990 et 2011, géolocalisés avec précision (lieu, début du conflit et durée) en Afrique subsaharienne. *« La difficulté était de sortir de la simple corrélation sécheresse-conflit en étudiant les autres facteurs qui pouvaient être liés à ces deux éléments et faire croire, à tort, à un lien entre la sécheresse et le conflit »*, explique Jérémie Lucchetti. *« Par exemple, des groupes rebelles qui s'installent à l'écart de la capitale dans une zone désertique peuvent provoquer des émeutes sans lien direct avec la sécheresse de la région, ce qui peut nourrir une corrélation fallacieuse »*, illustre-t-il.

Il fallait également prendre garde de ne pas considérer la sécheresse comme la cause principale des émeutes. *« En priorité, ce sont des causes politiques, économiques et sociales qui créent des tensions. La sécheresse est un élément qui met le feu aux poudres »*, ajoute Jérémie Lucchetti.

Les sécheresses augmentent de 10% à 50% le risque d'émeute

En contrôlant une très large série de variables annexes, les chercheurs ont découvert qu'une période de sécheresse augmente globalement de 10% la possibilité d'observer une émeute un mois donné sur n'importe quelle région, qu'elle soit désertique ou non, proche des villes ou non. *« Mais si l'on croise d'autres facteurs géographiques et sociaux, ce pourcentage augmente drastiquement »*, souligne Jérémie Lucchetti.

En effet, trois éléments jouent un rôle primordial dans le risque d'émeutes liées aux sécheresses. Le premier est la densité de la population : plus une région est peuplée, plus le besoin en eau est grand. En cas de pénurie de l'or bleu dans les zones les plus densément

peuplées d'un pays, la probabilité d'observer une émeute augmente de 50%. De même, si une zone dépourvue de lac ou de rivière est frappée par la sécheresse, le risque d'y voir un conflit éclater est multiplié par deux, alors qu'au contraire, les zones possédant des lacs et rivières voient ce même risque diminuer proportionnellement. Enfin, lorsque plusieurs ethnies se partagent une même ressource d'eau au sein d'une même région, les arrangements institutionnels traditionnels peuvent s'écrouler temporairement en cas de pénurie, augmentant par deux le risque de conflit.

Cette étude démontre le lien systématique et immédiat entre sécheresse et émeute. En effet, les économistes ont constaté que les conflits liés à la sécheresse éclatent dans le même mois que le début des pénuries d'eau, montrant la réactivité des populations face à ce problème qui touche tant l'agriculture, que l'économie et la santé. *« Il s'agit aujourd'hui d'utiliser ces données afin de regarder en détails quels mécanismes les institutions politiques pourraient mettre en place afin d'éviter le déclenchement d'émeutes, comme par exemple l'établissement de mécanismes redistributifs vers les zones touchées par des sécheresses »*, conclut JérémY Lucchetti.

Il ne faut pas venir emmerder les autonomistes

Michel Sourrouille , Biosphere, 27 novembre 2018

John Chau voulait voir la tribu des Sentinelles, considérée comme la plus isolée de la planète. Ses membres vivent en autarcie depuis soixante mille ans sur l'île de North Sentinel dans l'océan Indien. John a reçu une volée de flèches dès qu'il a posé le pied sur leur île, il en est mort*. Il voulait « faire aimer Dieu » et avait débarqué sur l'île avec sa bible**. Si les premiers colonisateurs venant d'Europe avaient été abattus dès leur arrivée en Amérique, nous n'aurions pas connu la planète au pillage ni provoqué le réchauffement climatique... Voici en prime quelques commentaires sur le monde.fr qui peuvent vous intéresser :

ROGER DELATTRE : Cet homme se disait missionnaire »religieux » (voir son compte facebook)... son dieu l'a rappelé à lui !

Gilles Hégeaune : Quand on voit les tonnes de selfies que produisait ce brave John Chau, on se dit que son seul but était d'épater la galerie. D'une certaine manière, il a fini par réussir.

Loriot : Cette tribu a bien réagi, bravo. Quant on parle d'aventuriers, il s'agit très souvent d'imbéciles dont la seule motivation est d'avoir quinze minutes de gloire mondiale. Il les a eues, mais y a laissé sa sa vie. C'est très triste pour ses parents, qui ne pensaient pas sans doute pas avoir mis au monde un idiot pareil. La Terre a plus que jamais besoin de Sentinelles, pas d'aventuriers incultes.

le sceptique : Faut pas se tromper d'îlot en lisant son guide du routard. Blague à part, cette peuplade brutale fait ce qu'elle veut sur son coin de terre, mais qu'on ne me demande pas de l'admirer au plan moral et cognitif. Heureusement qu'Homos sapiens n'est pas resté un assemblage de tribus xénophobes et violentes.

R2B @le sceptique : Ça tombe bien, on ne vous demande rien, mais « eux » veulent qu'on leur foute la paix...

Rappel de bon sens : Voilà la mondialisation replacée à son juste niveau. Celui d'un concept has-been.

GEOFFREY BASSET : La politique anti-immigration des Sentinelles est assez.... disons.... radicale.

Nous c'est mal : Oui mais dans leur cas c'est bien.

Homer Simpson : Donc si quelqu'un vient dans notre pays sans y être invité, on a le droit de l'abattre ?

HdA : De tous temps, le premier don qu'Homo Sapiens a apporté aux terres vierges de sa présence ou de la présence de sa civilisation a été la maladie et la destruction. Entre 80 et 90 % des Indiens d'Amérique ont été décimés. Les grands oiseaux de Nouvelle-Zélande ont totalement disparus, les grands mammifères d'Amérique du Sud ou les chevaux qui y vivaient ont été exterminés par les Clovis. Les Neandertal ou les Denisova ont disparu juste après leurs premiers contacts avec HS, etc, etc...

bobbo : La migration serait la nature même de l'être humain, selon les sirènes de la propagande actuelle... Ce peuple des profondeurs historiques montre que c'est tout le contraire. De quoi remettre en question le dogme migratoire actuel.

Terrence : Cette histoire a au moins le mérite de nous rappeler une chose : les frontières sont aussi vieilles que l'humanité et le « bon sauvage » n'existe pas. Ce dernier a par ailleurs parfaitement le droit de protéger le droit et le sol de sa communauté.

Chau froid : S'il n'en reste que 40, ils doivent être sacrément consanguins. Ils auraient dû utiliser Chau autrement.

arc bouté : Euh, sur la consanguinité, eût-ce été fatal, comment aurions-nous passé le cap des 40 premiers hommes ?

DOMINIQUE GREUSARD : La consanguinité est mortifère sur un certain nombre de générations, jusqu'à ce que les caractères létaux aient disparu... par leur propre action. Les groupes atteignent ensuite un équilibre. « Sur le long terme », celui-ci a tout de même 50 000 ans derrière lui.

AHMAD SHAH : Un seul contact non hostile, en 91, par une équipe officielle d'anthropologues indiens, dans cette vidéo plus bas. Toutes les autres rencontres, volontaires ou involontaires (nauffrage), furent hostiles. En tous cas, physiquement, l'absence de diversité génétique semble leur réussir... <https://www.youtube.com/watch?v=ExdEHU02Zk0>

* Le Monde avec AFP 21 novembre 2018, *Un homme tué par la tribu isolée des Sentinelles qu'il tentait d'approcher*

** LE MONDE papier du 24 novembre, « *L'île de North Sentinel est un piège mortel* »

L'ÉCOLOGIE DISTRIBUTIVE selon Alain Armagnac

Michel Sourrouille, Biosphere, 27 novembre 2018

La référence à la nature aurait pu mettre Aristote en situation de théoriser le concept de « l'écologie distributive » tant il avait su étudier les relations entre les différents êtres vivant sur la Terre, les équilibres qui en découlent à travers les chaînes alimentaires et les autres réseaux de distribution qui permettent le développement des espèces. Pourtant, c'est le concept de « la chrématistique » qu'il imagina car il voyait déjà combien certains humains pillaient la nature et

mettaient en servitude d'autres humains pour rechercher « une opulence et un enrichissement infinis » et il percevait le danger que constituait « l'acquisition commerciale effrénée » qu'il appelait « la chrématistique mercantile » par opposition à « la chrématistique naturelle » nécessaire à la survie des vivants, par l'échange vital autosuffisant et non la mise en esclavage des uns et l'accumulation de denrées pour en faire commerce et permettre à d'autres de s'enrichir sans frein et sans fin par la création de la monnaie, remplaçant « le troc naturel ».

La chrématistique naturelle qui aurait pu devenir une économie de marché, sociale et solidaire, sera abandonnée au profit d'une chrématistique commerciale, basée sur des conditions de productions, d'échanges et de consommations toujours en vigueur qu'on appelle « marché libre et non faussé » mais qui, en réalité, est tout sauf libre et non faussé. Pendant des siècles, une minorité pratiquera sans contrainte ce processus pervers d'« acquisition des moyens de production » pour s'approprier des richesses monétaires, avant que des économistes ne s'avisent que « cette exploitation de l'homme par l'homme » et que ce pillage des ressources naturelles devaient être dénoncés. En fait, il faudra attendre Karl Marx au XIXe siècle avec le « Capital » pour fustiger la concentration de celui-ci entre les mains de quelques uns et annoncer sa fin prochaine... on connaît la suite.. Plus près de nous, John Maynard Keynes n'aura de cesse de critiquer « l'amour de l'argent », de condamner l'appât du gain et montrera sa volonté de distribuer les revenus du travail de manière à permettre le plein emploi et un pouvoir d'achat proportionnel au développement des moyens de production. Mais où est l'écologie distributive dans tout cela ? Où est la chrématistique naturelle ?

« [Le discours de la servitude volontaire](#) » du Sarladais Etienne de La Boétie au XVIe siècle est de plus en plus mis en avant pour rappeler que « *la nature nous a donné à tous toute la Terre et elle n'a pas envoyé ici-bas les plus forts et les plus adroits pour y traquer les plus faibles mais qu'en faisant les parts, aux uns plus grandes et aux autres plus petites, elle a voulu faire naître en eux l'affection fraternelle, les uns ayant puissance de porter secours et les autres besoin d'en recevoir* ». Cette notion de planète Terre « donnée à tous » se retrouve dans les débats de « L'Humanité » (5 et 12 mai 2018) avec les réflexions de Kohei Saito qui dégage les fondements d'une « social-écologie » issue d'une écologie distributive qui préserverait notre « seul Bien commun à tous, la planète Terre » et qui arrêterait de « la détruire et de nous détruire ». L'auteur montre comment, à une époque où le mot « écologie » n'existait pas, Karl Marx arrive à dire (à la fin de sa vie) que « le capitalisme épuise l'homme comme la nature ». Pour parvenir à cette conclusion, celui qui s'est rendu célèbre dans le monde entier par des idées productivistes sans aucun souci pour leur caractère destructeur de l'environnement, fera appel à son esprit scientifique pour reconnaître que la chimie agricole intensive épuise les sols et que les déforestations massives dérèglent le climat. Il en déduira que le capitalisme provoque des ruptures métaboliques graves qui « compromettent les conditions matérielles d'un développement humain libre et soutenable ». Kohei Saito n'hésite pas à dire que cette nouvelle vision du marxisme « *dissout complètement l'antagonisme entre la critique 'rouge' de l'économie politique et la pensée écologique 'verte'* ».

Dans ces conditions, pourquoi ne pas imaginer qu'une « Internationale social-écologique » puisse créer de nouvelles coopérations et de nouvelles solidarités pour mettre en place une « écologie distributive » chargée de partager équitablement les richesses produites par la nature et par le travail des humains ? Et faire que ce que dénonçait déjà Aristote il y a 2 500 ans puisse un jour cesser ?

RETOUR AU XVIII° (SIECLE)...

26 Novembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND



Visiblement, à [Marseille](#), il y a du progrès. Cette fois, c'est une barre d'immeuble, 95 logements et 200 habitants qui sont évacués.

On a l'impression d'être de retour sous le règne du bien aimé, où les écroulements d'immeubles centenaires étaient monnaie courante.

Mais, à l'époque, la population urbaine changeait rarement de place. Lors du massacre de la rue transnonain les habitants survivants restèrent dans l'immeuble. On ne connaissait pas l'existence de traumatismes à l'époque.

L'immeuble était habité jusqu'au bout. Et après sa destruction, souvent reconstruit à l'identique. Cela se passait comme ça pendant les sièges. On voit dans les interminables conflits, les cités prises et reprises, rebâtie entre temps.

Il est faux de dire que 3 % investi dans l'entretien mange le rapport. Le coût de construction est seulement, à l'heure actuel, de 2000 euros/M2. En région parisienne, le coût du foncier atteint les 2000 (minimum) à 3000 euros.

les 3000 ne s'amortissent pas. Le terrain étant, par nature, impérissable. C'est seulement le bâti dont la valeur pâti (vous avez vu ce jeu de mot ?)

D'évidence, si un bien dont la valeur est de 2000 euros, est vendu 10 000, il y a un hic sur le rendement et sur l'entretien.

Après, est la question du prix de vente. je me rappelle le dilemme municipal pour un immeuble sur l'avenue principale de Monistrol sur Loire. Il dépassait de l'alignement, la mairie voulait le démolir, mais l'entrepreneur choisi a refusé de réaliser la démolition. C'est toute la rue qui allait y passer disait il... Et le bâtiment menaçait de s'effondrer spontanément, ou en tous cas, montrait des signes de faiblesses évidents.

Il a été vendu une bouchée de pain à une commerçante, qui a fait faire les travaux de

consolidations, et est exploité régulièrement. Il dépasse dans l'avenue, mais vu l'état, n'est pas frappé d'alignement.

Là aussi, c'est le peu de sagacité des "investisseurs" qui doit être critiqué, prêt à payer cher des illusions, et à croire qu'il y aurait un moment, où il n'y aurait que du rendement. Au moment où l'emprunt initial est remboursé, ce sont d'autres dépenses qui pointent le nez. Ce qui mange le rapport, c'est le prix initial payé qui est excessif.

Pour Marseille, ça va virer au camp de réfugiés, et au lieu de balancer l'argent par les fenêtres pour des projets de prestige, des dépenses plus raisonnables d'entretien, voir d'habitations d'urgences seraient plus soutenables.

SECTION ÉCONOMIE

Pétrole: vers une pénurie dès 2025 ?

Le 26 Nov 2018 à 15:00:07 / 8 Commentaires / 1 100 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter

En période de transition énergétique, un scénario de pénurie de pétrole pointe le bout de son nez. Ce pourrait être le cas dès 2025.



Pétrole Vers une pénurie dès 2025 ?

Soir/3 National

<https://www.businessbourse.com/2018/11/26/petrole-vers-une-penurie-des-2025/>

Market Inflation Weekly

Free-Market Exchange Rate	Date of Information	Market Annual Measured Inflation Rate	IMF Year-End Inflation Projection
34,244,000 VND/USD	11/24/18	46.434%	2,500,000%
128,000 PHP/USD	11/24/18	238%	47.8%
4.26 "Lira"/USD	11/19/18	171%	6.3%
1.8 BRL/USD	11/24/18	120%	68.3%
29.3 ARS/USD	11/24/18	112%	45.5%
5.29 TRY/USD	11/14/18	88%	70%
888.98 LRD/USD	07/18/18	36%	22%
570 VEC/USD	11/24/18	34%	30%

Source: The above report courtesy of Market Inflation Weekly. All rates are implied using IMF Year-End and Black market exchange rate data. Inflation Monetary Fund's year-end inflation projections for 2018 as of the October 2018 issue. All calculations beginning on January 1, 2018 using IMF Annual Market Rate and IMF's inflation rate of Venezuela's new sovereign bond (VSE) in old bolivar fuerte (BFT) to 1,000,000.

Bilan Hebdo des pays les plus impactés par l'inflation. Le Venezuela "champion du monde" avec 46.434% d'inflation !!

Publié le 26 novembre 2018 à 18:20:52 / 1 commentaire / 398 vues

Bilan Hebdomadaire des pays les plus impactés par l'inflation. Le Venezuela "champion du monde" avec 46.434% d'inflation, suivi de l'Iran avec... Lire la suite

Olivier Delamarche: "La fin de l'histoire est proche... les banques vont sauter !"

Le 26 Nov 2018 à 19:30:49 / 25 Commentaires / 4 177 vues

👍 9 👎 0 ⓘ Noter



Deuxième partie de la conférence "Crise politique et économique en Europe" avec Olivier Delamarche, fondateur de Triskelion Wealth Management et membre fondateur des Econoclastes.

Olivier Delamarche: "Vous savez la dette va continuer de croître jusqu'au moment où elle sera tellement énorme qu'on tombera sur les mêmes problèmes qu'en 2008, c'est à dire sur

des subprimes et donc sur des gens qui ne peuvent pas rembourser. Le système actuel repose uniquement sur de la dette. Or, qui la produit cette dette ? Ce sont bien les banques ! Vous savez que la fin de l'histoire est proche... C'est à dire que les banques vont sauter ! Et vous ne l'éviterez pas. Donc le jour où elles vont sauter, eh bien il ne faudra pas avoir ses sous dedans !... C'est mieux ! C'est pour cela aujourd'hui que vous voyez un gros mouvement de débancairisation dans à peu près tous les pays européens parce que les gens sentent bien qu'il y a un risque qui est de plus en plus important."

https://www.youtube.com/watch?v=F_h4PSsSv2k

Philippe Herlin: "Quand la Banque Natixis explique que la France peut faire défaut sur sa dette ! Un avertissement ?"

Le 27 Nov 2018 à 05:00:34 / 4 Commentaires / 962 vues

👍 1 👎 0 ⓘ Noter



Ci-dessous, le tweet de Philippe Herlin, économiste au Conservatoire national des arts et métiers n'est pas passé inaperçu le Lundi 26 Novembre 2018. Son message est plus qu'inquiétant puisque selon son tweet, la Banque Natixis explique que la France peut faire défaut sur sa dette !



Philippe Herlin
@philippeherlin



Quand la Banque Natixis explique que la France peut faire défaut sur sa dette (augmentation des impôts impossible et impossible de monétiser la dette). Un avertissement ?
research.natixis.com/GlobalResearch...

♡ 31 07:54 - 26 nov. 2018



💬 55 personnes parlent à ce sujet





Nicolas Perrin: l'année de l'euro ou l'année du début de la fin

Publié le 27 novembre 2018 à 11:00:31 / 1 commentaire / 447 vues

2018 nous a été vanté comme l'année de l'euro mais les tensions politiques, la crise budgétaire italienne et le ralentissement de la croissance en fin d'année...

Lire la suite



Philippe Béchade – Séance du Lundi 26 Novembre 2018: "Le pétrole rime toujours avec dégringole"

Publié le 26 novembre 2018 à 16:00:02 / 1 commentaire / 824 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Lundi... Lire la suite

Les investisseurs vont se faire scalper

Rédigé le 27 novembre 2018 par [Bill Bonner](#)

Oubliez les prévisionnistes des marchés financiers. Les marchés actions ne pourront pas survivre à une hausse des taux due à des déficits incontrôlables.

CNBC nous donnait hier une information particulièrement crépine. Selon la chaîne, le Dow a encore 2 000 points à perdre... avant de rebondir :

« Plus de la moitié du Conseil global des directeurs financiers de CNBC pensent que le Dow Jones Industrial Average passera sous les 23 000 — approximativement à 2 000 points de son niveau actuel — avant que ce baromètre boursier puisse dépasser les 27 000. Le niveau des 23 000 points équivaldrait à 8% de déclin supplémentaire parmi le groupe d'actions composant le Dow avant que la vague de ventes cesse ».

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Si les « dir'fi » pensent pouvoir prédire l'avenir du marché boursier, peut-être pourraient-ils nous dire qui finira à la Maison Blanche en 2020... ou qui gagnera le Super Bowl.

Nous aimerions aussi savoir quand le rendement du bon du Trésor US à 10 ans atteindra les 4%. Il est actuellement à 3% environ — par rapport à 2,4% au début de l'année.

Nous guettons les 4% comme un éclaireur de Custer cherche les Sioux. Lorsqu'ils arriveront, pas mal d'investisseurs se feront scalper.

Evidemment, nous avons déjà prouvé que *nous*, en tout cas, étions incapable de prédire les prix des actions. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que nous ne devrions pas chercher des traces sur le sol et surveiller les nuages de poussière à l'horizon... pour tenter de comprendre ce qu'ils signifient.

Pourquoi 4% est un arrêt de mort pour la croissance de la dette

Pourquoi ces 4% sont-ils si importants ?

Parce que le marché actuel peut supporter pas mal de points ridicules, certes... mais il ne peut pas survivre à 4%.

L'économie mondiale — dont le T-Bond à 10 ans est devenu la référence — s'est adaptée à 2%. Deux pourcents supplémentaires ne semblent pas majeurs... mais avec 230 000 milliards de dollars de dettes, cela fait plus de 4 000 milliards de dollars de paiements d'intérêts en plus.

Plus le monde emprunte, plus les taux grimpent... et plus il devient difficile de suivre. Et devinez quoi ? Le plus gros emprunteur de la planète vient de doubler sa demande de crédit. Désormais, le gouvernement fédéral américain a perdu le contrôle de ses déficits, faisant grimper les taux d'intérêt partout dans le monde.

Mais attendez... ça devient pire, bien pire. Ni le Congrès ni le président américain ne semblent avoir la moindre idée de ce qui arrive ou ce qu'il faut faire en conséquence.

Déjà, le président a tweeté qu'il pensait que la Fed devrait inverser la vapeur maintenant... avant même que la crise se produise :

« J'aimerais voir la Fed baisser les taux d'intérêt. Je pense que les taux sont trop élevés. Je pense que nous avons plus un problème de Fed qu'un problème avec qui que ce soit d'autre ».

Eh bien, oui... c'est un problème monétaire. Et la Fed est à blâmer. Le dollar est une monnaie factice, que la Fed prête à des taux factices. Tôt ou tard, cela allait causer des problèmes.

Mais le problème n'est pas l'Erreur n°1 de la Fed — laisser les taux trop bas pendant trop longtemps —, ni l'Erreur n°2, tenter de corriger l'Erreur n°1 en les « normalisant » après 10 ans de taux d'urgence au plancher.

Même aujourd'hui, deux ans après le début de son programme de « resserrement », le taux directeur de la Fed est toujours sous le niveau de l'inflation des prix à la consommation. En d'autres termes, la Fed prête toujours à moins que zéro...

... et c'est pour cela que la dette des entreprises, des consommateurs et du gouvernement est si élevée.

Ce n'est pas ainsi qu'on réduit un déficit

Mais au moins le président prend-il le problème au sérieux. Dans cet article du *Washington Post*, nous le voyons lutter avec les contradictions d'une politique budgétaire insensée et d'une politique monétaire foireuse.

Cependant, le président semble penser que les autorités peuvent réduire le déficit... sans réduire les dépenses ni augmenter les impôts :

« Le président Trump a exigé que ses principaux conseillers élaborent un plan permettant de réduire les déficits budgétaires galopants du pays, mais [il] a déboussolé ses propres assistants en demandant à plusieurs reprises de nouvelles dépenses tout en excluant les mesures nécessaires pour trouver une solution au déséquilibre du budget du pays.

La directive de Trump sur la réduction du déficit est arrivée le mois dernier, après que la

Maison Blanche a rapporté une vaste augmentation du déficit sur les 12 mois précédents. L'annonce a désarçonné les républicains comme les investisseurs, aidant à nourrir une vague de ventes sur les marchés boursiers. Deux jours après le rapport sur le déficit, Trump a adressé une demande surprise à ses secrétaires de cabinet, leur demandant de définir des coupes budgétaires majeures dans leurs agences respectives.

Mais alors même qu'il exigeait une réduction des déficits, Trump liait les mains de ses conseillers en limitant les mesures qui pouvaient être prises. Et presque immédiatement après avoir exigé ces réductions, Trump a suggéré que certains domaines — particulièrement la défense — seraient largement épargnés.

Le président a déclaré qu'aucun changement ne pouvait être apporté à Medicare et à la Sécurité sociale, deux des programmes d'allocations les plus chers du gouvernement, étant donné qu'il a promis que ces programmes populaires resteraient intacts ».

Pas besoin d'avoir l'avis d'un Conseil de « dir'fi » pour savoir comment cela va finir. Les autorités ne reprendront pas le contrôle de leurs déficits. Les taux réels grimperont peu importe ce que fait la Fed. Le rendement du 10 ans atteindra les 4%. Et le marché boursier plongera... bien au-dessous des 22 000 points sur le Dow Jones.

Faut-il croire les prévisionnistes ?

Rédigé le 27 novembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Les climatologues – dont la plupart sont payés par les contribuables – ont cautionné un racket fiscal. Les gilets jaunes servent de révélateur.

Le groupe électrogène ronronne de loin dans l'abri de jardin. L'électricité du réseau de la compagnie nationale est très intermittente (voire inexistante) et le générateur diesel assure presque toute la production d'électricité domestique ces derniers temps. Hier soir, dans la nuit, le gardien s'est brûlé le visage en ouvrant le bouchon du radiateur.

Les pourfendeurs de carbone et les grands prêtres du changement climatique n'ont pas d'audience au Congo.

L'Occident s'est développé en brûlant du charbon puis du pétrole dans l'indifférence. La seule trace qui en subsiste aujourd'hui est le mot anglais *smog*, contraction de *smoke* — fumée — et de *fog* — brouillard –, inventé pour décrire l'atmosphère londonienne polluée du XIXème siècle.

L'écologie est un luxe qui laisse indifférents ceux qui ont du mal à boucler leurs fins de mois ou vivent au jour le jour. Suite à la rébellion des gilets jaunes, l'annonce par Emmanuel Macron de la création du Haut conseil pour le climat laisse sceptique. Il s'agit pour ce nouveau « machin » de « lutter contre le dérèglement climatique et 'en même temps', s'assurer de la 'soutenabilité sociale et économique' des mesures écologistes », selon le JDD (1).

De vraies avancées, volontaires ou non

Les avancées anciennes en matière de décarbonisation ont été involontaires et largement subventionnées il y a des décennies : il s'agit du nucléaire. C'est l'indépendance en énergie, un

but politique, qui était recherchée, d'où le recours aux contribuables.

Finalement les seules avancées récentes en matière de décarbonisation n'ont pas fait l'objet de subventions et sont dues au secteur privé : il s'agit des véhicules à hydrogène.

Le train à hydrogène d'Alstom est en essai en Allemagne depuis décembre 2017. Opérant sur une ligne régionale non électrifiée, la motrice de Coradia iLint peut faire 600 km quotidiennement sans faire le plein.

« Le train à hydrogène pourrait à terme remplacer plus de 4 000 locomotives diesel utilisées sur près de **40 000 km de lignes non électrifiées**, soit la moitié du réseau allemand », selon le journal spécialisé *Breezcar*.

Il n'y a aucun besoin de comités et d'experts à la solde de l'Etat pour développer ce qui fonctionne économiquement ou même écologiquement.

L'action des gilets jaunes a été bénéfique sur deux points :

- Elle a mis sous le nez du public le racket fiscal des produits pétroliers
- Elle donne enfin un peu d'audience aux climatosceptiques qui dénoncent depuis des lustres la faiblesse des thèses scientifiques et la corruption du *green business* qui s'appuie sur des circuits opaques de taxation-subvention.

Depuis les vélos électriques subventionnés par la Mairie de Paris criblée de dettes aux portiques écotaxes de Ségolène Royal, en passant par les éoliennes inertes de nos campagnes et de nos rivages, la gabegie agace de plus en plus les contribuables.

L'écologie est un luxe, la pollution est une réalité et un dommage à combattre par chacun de nous mais les deux choses sont différentes.

Quant aux prévisionnistes, qu'ils soient climatiques ou financiers, [ils se trompent éternellement](#).

L'art difficile du prévisionnisme

Le 27 septembre dernier, le baril s'échangeait à 80 \$; *Bloomberg* titrait « Total voit le pétrole à 100 \$ et dit que ce n'est pas nécessairement une bonne chose ».



En ce 27 novembre, deux mois plus tard, le baril s'échange à 51 \$.

Si 100 \$ n'étaient pas nécessairement une opportunité, 50 \$ sont-ils une bonne chose ?

Ce matin, le *Wall Street Journal* se demande si la chute des prix n'est pas en train de provoquer une récession au Texas.

Nous ne parlons là que d'une matière première, une seule : le pétrole. Une simple prévision ridiculise le jus de crâne des meilleurs spécialistes. Dans ces conditions, vous voudriez croire les prévisionnistes climatiques ?

(1) <https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-emmanuel-macron-va-mettre-en-place-un-haut-conseil-pour-le-climat-3807443>

Baisse de 9 % de la fréquentation des centres commerciaux

par [Charles Sannat](#) | 27 Nov 2018

D'après une dépêche de l'agence Reuters relayée par le site Boursier.com, la fréquentation dans les centres commerciaux a chuté de 9 % lors du très important week-end du Black Friday.

Reste à voir l'impact final sur le chiffre d'affaires, car si la fréquentation peut être en baisse, les dépenses cumulées et les achats des présents peuvent en partie compenser, par une éventuelle hausse de leur panier moyen, la baisse de fréquentation.

« La chute de fréquentation a atteint 15 % pendant la seule journée de samedi, jour traditionnellement de plus forte affluence, avec une grande disparité entre l'Île-de-France et les autres régions, les blocages des routes et ronds-points ayant davantage pénalisé les centres de province uniquement accessibles en voiture. »

On apprend également que les distributeurs vont rencontrer le ministre de l'Économie, pour évaluer les impacts financiers du mouvement des gilets jaunes et aussi de convenir d'éventuelles mesures d'accompagnement pour le secteur...

Dans toutes les entreprises, la marge se fait « à la marge », c'est-à-dire sur les derniers pour cent de gains ou de chiffre. Quand une entreprise obtient une marge de 5 % après impôts, cela signifie que si elle perd 15 ou 20 % de chiffre, elle perd la totalité ou presque de sa marge.

Le système est bien plus fragile que ce que l'on pense à une baisse même marginale de consommation qui peut entraîner des effets très importants. C'est pour cela que la grève de la consommation peut être une arme économique redoutable.

Elle est aussi à double tranchant, car en consommant moins dans une économie où le PIB dépend à 70 % de la consommation, cela conduit tout droit à une récession.

Le fond du problème c'est de faire évoluer notre PIB et de réduire la part de la consommation et d'y augmenter la part de l'économie circulaire et de la réparation. Cela ne peut se faire que sur des périodes relativement longues et il faut évidemment que ce soit expliqué, et partagé dans le cadre d'un grand projet national.

Les multinationales ne peuvent que voir d'un mauvais œil l'idée de réduction de la

consommation, car c'est pour beaucoup d'entre elles une baisse des profits.

La danse du dollar

Par [Michel Santi](#) novembre 26, 2018



L'argent n'est pas à prendre à la légère : ce n'est pas une denrée quelconque ou une pâte que l'on modèle selon les besoins du moment. Ce n'est pas non plus un lubrifiant. L'argent est très probablement l'institution la plus déterminante de notre système capitaliste. Seul et unique instrument de mesure du travail accompli, de la chose produite ou de l'objet échangé, il est au cœur de notre dispositif social. Comme il est naturel qu'un tel système monétaire soit aux mains de l'État – garant de la bonne marche des affaires publiques –, toutes les tentatives de scission entre la création d'argent et l'économie réelle sont vouées à l'échec. Il est en effet impossible de séparer la vie économique de la vie politique car la courroie de transmission entre ces deux mondes est l'argent, lui-même exclusivité de l'État, donc du politique.

La seule définition d'un objectif ou d'un couloir d'inflation par une banque centrale est en soi un acte politique, dans le sens où il répond aux exigences ou sert les intérêts d'un groupe. Car il est tout à la fois naturel et légitime que l'État use de l'argent comme levier vis-à-vis de l'activité économique, pour subvenir aux besoins de certains groupes sociaux, pour faire payer (ou contribuer) d'autres ou pour monopoliser des ressources. Cet acte lourd et fondamental de « monétisation » est donc omniprésent dans l'expression de l'État : c'est effectivement en termes d'argent que la redevance sociale et que les subsides gouvernementaux sont fixés ou que les amendes et même les peines sont libellées. Comme c'est l'État qui bénéficie du monopole d'imprimer l'argent, c'est également lui qui fixe les règles du jeu ainsi que les conditions auxquelles il consent à le distribuer.

Du reste, nos sociétés ont totalement intégré ce pouvoir qu'elles reconnaissent comme exclusivement du ressort de l'État en acceptant de payer des impôts, de s'endetter ou de consentir des crédits : autant d'actions toutes exprimées dans une seule et même unité de compte dont la création n'appartient qu'à l'État. Au demeurant, les très lourdes peines infligées en France aux faux-monnayeurs – ébouillantage au Moyen Âge et guillotine jusqu'en 1832 – reflètent bien la manière dont étaient sanctionnés ceux qui remettaient en cause ce privilège

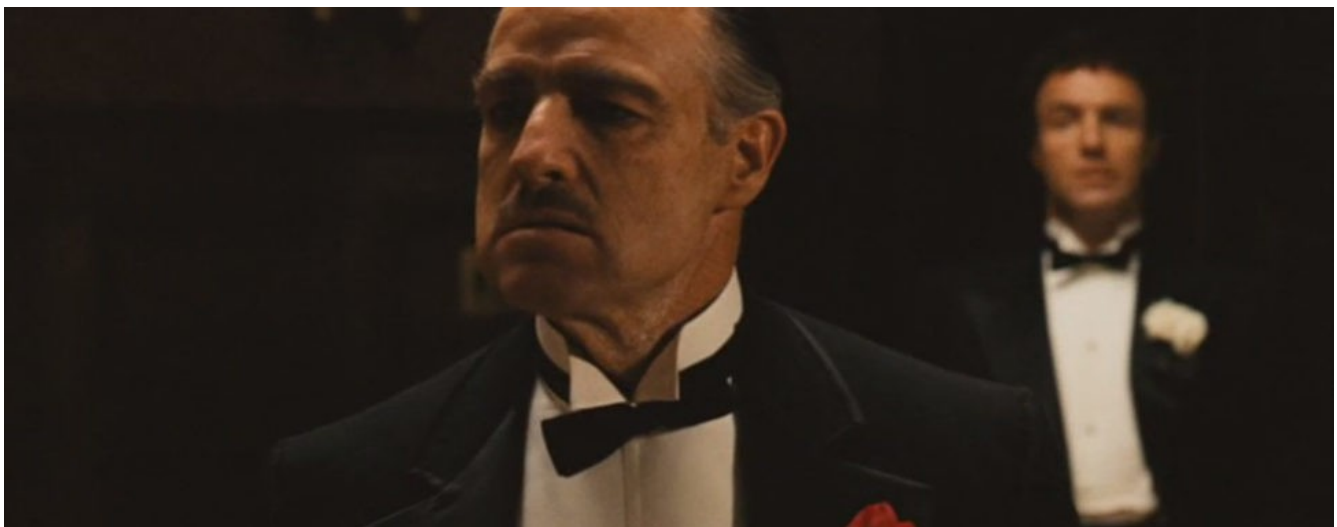
absolu de l'État. Crime de lèse-majesté à l'époque et contre la République aujourd'hui, il est toujours puni de mort en 2018 dans certains pays !

Les problématiques fondamentales de nos sociétés liées à l'argent contiennent toutes en creux la notion de manque d'argent, c'est-à-dire du défaut de paiement. Les monétaristes, comme Friedman et consorts, ont du reste toujours été embarrassés par la fonction qu'ils attribuaient à l'argent car ils ont systématiquement évacué – ou zappé – la seule hypothèse de faillite d'un établissement financier, et encore moins d'un pays souverain. Pourtant, une crise s'accompagne toujours d'une ruée vers les actifs les plus sécuritaires, le premier d'entre eux étant l'argent, sachant que cette recherche intensive d'argent revalorise sa valeur subjective pendant qu'elle dévalorise (mécaniquement) les autres actifs.

En période de crise, seul l'État peut donc nager à contre-courant en affichant plusieurs lignes de défense. Sa banque centrale peut ainsi accorder des prêts sans limite aux établissements financiers qui subissent une dévalorisation de leurs investissements et des retraits massifs de leurs dépôts. En outre, la banque centrale agit à un autre niveau qui consiste à racheter les actifs à risques et ceux dont plus personne ne veut, jusque-là détenus par les banques et par les entreprises. Le but étant d'éviter le mal absolu qu'est la «déflation par la dette» décrite par Irving Fisher (1867-1947). L'utilisation par la banque centrale de sa monnaie prévient la vente généralisée des actifs, des titres et autres valeurs de la part d'opérateurs en mal de liquidités. Ventes qui provoqueraient une spirale baissière affectant toute la classe des investissements. La banque centrale peut enfin mettre à disposition du Gouvernement les sommes pour assurer la relance de la demande agrégée, avec un impact bénéfique sur la croissance. Seule cette «danse du dollar», pour reprendre l'expression significative de Fisher, étant à même d'assurer la reprise économique.

Cyber Italian Monday

Thomas Veillet Investir.ch 27.11.2018



Jim Cramer a dit que le marché avait ouvert en hausse simplement parce qu'on avait trop baissé avant et que ça démontre bien que nous sommes dans un « Bear Market ».

Techniquement ce n'est pas vrai. Certains titres SONT dans un Bear Market, mais pas le Dow Jones, pas le S&P500 et MÊME PAS le NASDAQ. Alors je ne veux pas pinailler ni me raccrocher aux branches pendant que les mecs sont en train de scier le tronc, mais pour l'instant, les principaux indices américains ne SONT PAS DANS UN BEAR MARKET.

Je reconnais, la tendance n'est pas belle et c'est pas gagné. Mais soit on met des règles en place et on s'y tient, soit on commence à dire n'importe qui n'importe comment. Même en Europe c'est discutable. L'indice Italien est clairement en baisse de 22% depuis les plus hauts de l'année, par contre le DAX ou le CAC n'y sont pas encore.

Rebond or not rebond

Hier nous sommes remontés assez fort. Enfin, pas si fort que ça, mais compte tenu de ce que l'on vient de se prendre dans les dents ces derniers jours, on va s'estimer content du rebond de ce lundi. Et ceci même si Jim Cramer n'est pas d'accord.

Pour ce qui est des déclencheurs de ce rebond, il y en a deux. Le premier c'est évidemment l'Italie. Et le second c'est le Cyber Monday et les ventes stratosphériques du Black-Friday, cumulées à celles du Cyber Monday, du Shopping Tuesday (aujourd'hui) et du « Je vais faire les Courses Wednesday », demain. Ainsi que du « J'ai oublié d'acheter un truc Thursday » de ce jeudi.

Oui, je sais, j'ai inventé les trois derniers, mais au point où on est dans les fêtes de la consommation, pourquoi s'arrêter en si bon chemin.

Moins tu pédales plus fort, plus tu avances moins vite

Hier les Italiens ont donc commencé à se dégonfler et ont annoncé qu'ils pourraient envisager de baisser leur déficit à 2% contre les 2.4% qu'ils nous martelaient depuis des semaines. Ce qui reste encore dans une zone d'ombre, c'est de savoir si les Européens vont engager une procédure disciplinaire contre l'Italie pour son « mauvais comportement ».

Ce qui n'est pas clair non plus, c'est de savoir si Juncker va se réveiller un matin avec une tête de cheval dans son lit. Mais ça, c'est encore à voir.

Toujours est-il que l'annonce de la « marche arrière » italienne a donné un peu d'air aux marchés et surtout aux banques qui ont retrouvé un peu de couleur. De couleur verte. Le chemin vers la rédemption est encore long, mais actuellement, on se contente de peu et cette ouverture surprenante à la hausse a donné un peu d'air au marché.

Pétrole pas plus fort, mais moins faible

Le pétrole a également collaboré au rebond général en Europe et ailleurs. Ce dernier, après s'être fait démonter vendredi dernier est finalement parvenu à rebondir de 1.5\$. Ce n'est pas grand chose, mais terme de pourcentage, c'est quand même plus impressionnant que si le baril avait été là où l'on avait annoncé, à 100\$.

Le secteur bancaire et le secteur pétrolier sont donc les deux vainqueurs de la séance en Europe.

Aux USA, on a apprécié la volte-face de l'Italie, mais pas que. On a surtout axé les regards sur les ventes de vendredi dernier et de celles que l'on attendait pour ce lundi « électronique ». Du coup, tout le secteur retail était en folie, Amazon en tête.

L'ex-champion du monde du Cloud est donc redevenu le champion du monde de la vente en ligne – pendant quelques jours et a repris plus de 5% ce qui faisait quand même du bien aux actionnaires, même si le retour en mode « bull market » n'est sûrement pas encore pour cette année.

On notera également la belle performance de compagnies comme GameStop, American Eagle Outfitters, Best Buy, ou encore Target.

La consommation c'est bon

La journée était donc placée sous le signe de la consommation et à voir les chiffres publiés ces dernières heures, même s'ils ne sont pas tous les mêmes, ni tous très précis, ni très faciles à être interprétés. Il en ressort clairement que l'Américain moyen consomme. Il ne se préoccupe pas trop de l'inflation ou de la guerre économique avec la Chine ; il consomme parce que c'est la saison et parce que qu'on lui fait croire que c'est pas cher.

À propos de Guerre économique, Trump est en train de préparer le terrain pour la fin de semaine et son meeting avec le Roi de la Chine. Il a donné une interview au Wall Street Journal hier. Interview dans laquelle il disait que si les Chinois n'ouvraient pas leur pays à la concurrence, il n'aurait pas d'autre choix que de remettre une couche de tarifs douaniers.

Et il a aussi mentionné que si les Chinois ne faisaient pas d'efforts, Apple qui était dispensé de taxes pour la fabrication de ses iPhones chez Foxconn, allait devoir payer aussi.

Un iPhone ou une Mustang ?

Ce qui fait que le prix des iPhones pourraient monter encore plus et, au delà du fait que l'on va bientôt devoir choisir entre un smartphone et une voiture – vu que c'est bientôt les mêmes tarifs – cette annonce pesait déjà sur le prix d'Apple hier soir after close.

Alors si à l'ouverture vous voyez Apple en baisse de 2%, vous saurez d'où ça vient : de la Maison Blanche.

Pour le reste, l'or est à 1229\$ et se prépare toujours à exploser. En tous les cas, le jour où l'or explose, on ne pourra pas dire qu'il ne s'était pas préparé. Comme mentionné plus haut, le baril se traîne vers les 51.50\$ et ne fait pas grand-chose pour le moment et le Bitcoin s'est encore fait défoncer.

Paf ! le Bitcoin – Paf ! Nabilla

Ce matin la Cryptomonnaie est en baisse de 6% à 3880\$ et selon les experts, il y a un support dans la zone des 3600\$ – là où nous sommes allés ce week-end. À noter qu'un gourou de la « cryptomonnaie » a annoncé qu'il rachetait à ces niveaux.

Reste à déterminer ce que signifie « gourou des cryptomonnaies » quand on sait que Nabilla avait recommandé le Bitcoin à 19'000 en même temps qu'un nouveau mascara sur Instagram.

Goldman dans la boue

Dans les nouvelles du jour, on notera que Goldman Sachs s'empêtre un peu plus dans l'affaire 1MDB, maintenant la Malaisie réclame 600 millions à Goldman. La retraite de Blankfein pourrait être plus compliquée. Pendant ce temps un des derniers conglomérats américain, United Technologies a décidé de se « spin-off » en trois compagnies indépendantes. Encore un membre du Dow Jones qui se remet en question avant de finir comme GE.

Et puis, les stratèges de chez Morgan Stanley sont déjà en train de regarder devant, puisqu'ils viennent d'annoncer que pour 2019, il faudra sous-pondérer les actions américaines et surpondérer les marchés émergents. En attendant le patron de Renault est toujours à l'isolement, au riz sans poisson cru et à l'eau.

Côté chiffres économiques, nous aurons le chômage en France – sans compter les Gilets Jaunes qui sont hors quota durant la révolution – puis il y aura aussi le Meeting de l'OPEP – on n'attend rien, mais on ne sait jamais – et pour terminer, il y aura la confiance du consommateur. Pour ce dernier chiffre, je dois dire que je serais atterré si il était mauvais étant donné les chiffres des ventes de ces derniers jours.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.2%, le Japon monte de 0.8%, la Chine de 0.2% pendant que Hong Kong recule de 0.2%.

Voilà, c'est tout pour ce matin. Il me reste à vous souhaiter une belle journée et on se retrouve demain à la même heure et au même endroit.

Thomas Veillet

Investir.ch

« In politics, stupidity is not a handicap »

Napoléon Bonaparte

« Quand l'Amérique avance, la France recule... Terrible guerre économique !!! »

par [Charles Sannat](#) | 27 Nov 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Lorsque Macron, dans une petite phrase, parlant de défense européenne explique qu'il faut aussi se protéger des États-Unis, sa sortie n'est pas anodine, ni le fruit d'une erreur. C'est a priori bien volontaire, et en langage diplomatique cela veut dire que la France et son président sont très fâchés à l'égard des Américains.

Il faut dire qu'ils sont terribles ces Américains, et qu'avec des amis pareils, il n'est point besoin d'ennemi ! Si l'ogre russe doit nous faire trembler et que les Américains sont forcément gentils vu qu'ils nous ont sauvés de l'Allemagne nazie, Poutine, lui, a toujours livré son gaz, jamais augmenté les prix et respecté peu ou prou les accords et autres contrats, sans parler du fait que la Russie, elle, ne soumet pas nos entreprises à des amendes de plusieurs milliards tous les ans.

Le dernier sujet en date étant la méga menace d'amende à plus de 20 milliards que les États-

Unis voudraient infliger à AREVA, enfin anciennement AREVA.

La guerre économique est terrible et l'incapacité européenne à s'unir face aux États-Unis rend la vie impossible à l'économie française et aux entreprises européennes en général d'ailleurs.

Toute l'ambiguïté de l'Europe !

Tout le monde serait d'accord pour une Europe qui soit belle, qui respecte la volonté des peuples, et qui nous assure à tous une protection par une union puissante notamment sur les sujets commerciaux !

Las. L'Europe, alors que nous sommes le plus gros marché mondial, et en réalité la première puissance économique est totalement impuissante. Les États ne peuvent plus rien faire, car ils ont abandonné leur souveraineté à l'Europe, qui n'a toujours pas mis en marche une souveraineté européenne susceptible de protéger l'ensemble des pays du continent.

Nous subissons, nous nous faisons « massacrer » économiquement sans rien dire. Sans rien faire.

Le chinois CNPC prend la suite de Total en Iran

La preuve par l'exemple, c'est un article d'Anne-Sophie Cathala du *Figaro* qui revient sur l'éviction de Total en Iran et de son remplacement immédiatement par le grand groupe pétrolier chinois CNPC.

Quand les États-Unis avancent et nous menacent, nous sanctionnent, et que nous acceptons la soumission économique, la France et nos intérêts reculent, la Chine, elle, prend la place, car la nature à horreur du vide et que la Chine assume sa volonté de puissance internationale et ne refuse pas la confrontation avec les États-Unis.

La Chine ne semble pas avoir peur des sanctions américaines, elle.

« Sur fond de sanctions américaines, le groupe pétrolier public chinois CNPC remplacera, comme attendu, le français Total dans le projet gazier de South Pars, en Iran. L'information a été officialisée dimanche par le ministre iranien du Pétrole.

Sous les menaces de Washington, Total avait indiqué, dès août, aux autorités iraniennes, qu'il allait se retirer du contrat du projet South Pars, en Iran. Le géant français, qui est présent aux États-Unis et a des actionnaires américains, ne pouvait impunément risquer de contrevenir aux sanctions rétablies par Washington. »

C'est fort dommage pour Total parce que le développement de la phase 11 de South Pars attribuait à Total 50,1 % du plus grand gisement gazier au monde... et donc des profits considérables.

Ces profits ne seront pas pour l'une de nos entreprises.

Vous voyez également la complexité de ce genre de dossier. En effet, quand bien même le gouvernement français aurait souhaité résister aux pressions américaines, quand bien même l'Union européenne, dont je dénonce inlassablement les limites et les problèmes qu'elle pose, aurait souhaité s'opposer aux États-Unis que Total aurait quitté tout de même l'Iran.

Et vous savez pourquoi ?

Parce que comme l'écrit *Le Figaro* dans le passage que je vous cite, « le géant français, qui est présent aux États-Unis et a des actionnaires américains, ne pouvait impunément risquer de contrevenir aux sanctions rétablies par Washington ».

Total ne pouvait pas passer outre ses actionnaires américains.

Cela nous conduit à reparler de ce que l'on appelait autrefois les « noyaux durs » d'actionnaires quand l'État privatisait une entreprise et s'arrangeait pour qu'elle reste entre les mains de grands capitaines d'industrie français.

Vous voyez, à travers ce cas emblématique de Total, aussi bien l'impuissance de l'État français que l'impuissance de l'Europe, mais aussi l'impuissance d'une entreprise.

Tous les flux d'actionnaires et financiers sont tellement interconnectés qu'il est devenu très difficile désormais de trouver des solutions alternatives « confortables » ou « douces ».

L'impuissance de l'action publique provient fondamentalement de cette situation. Petit à petit, nous avons laissé une mondialisation tentaculaire se développer jusqu'à ce qu'elle devienne totalement hors de contrôle.

C'est aussi pour cette raison que la démondialisation ne peut être qu'un processus long, et qu'elle n'est menée pour le moment qu'à l'avantage exclusif des Américains.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

La croissance des salaires au plus bas depuis dix ans

Voilà un rapport de l'OIT qui amène un éclairage et une confirmation sur une partie du mal-être français.

Les salaires n'augmentent pas vraiment, et la pression fiscale et autres dépenses contraintes, elles, augmentent considérablement.

Du coup, les fins de mois sont très difficiles. La croissance des salaires n'a jamais été aussi faible depuis dix ans.

« Le rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) consacré aux salaires résonne d'une manière particulière, après un week-end marqué par les mobilisations sociales des «gilets jaunes» et les manifestations contre les violences et les discriminations à l'encontre des femmes.

Deux constats majeurs dominent en effet l'édition 2018-2019, publiée lundi 26 novembre. La croissance mondiale des salaires n'a jamais été aussi faible depuis dix ans, «bien en dessous des niveaux d'avant la crise financière mondiale» de 2008, souligne l'OIT. Et les différences salariales entre femmes et hommes restent à un niveau «inacceptable», soit environ 20 % de moins pour les femmes. »

Le salaire, qui est le « revenu », n'est qu'une variable de la « richesse » réelle ou ressentie. Il y a en gros deux paramètres. Les rentrées et les sorties. Si les rentrées n'augmentent pas, mais que les sorties diminuent, alors le pouvoir d'achat s'accroît ainsi que le sentiment de

« richesse ». Quand c'est l'inverse, cela devient vite compliqué. Dans les sorties, vous avez les dépenses de consommation, mais aussi ce que l'on appelle les dépenses dites contraintes ou dit autrement obligatoires, comme le loyer, les impôts... ou l'essence pour aller travailler.

Les causes sont connues. Mondialisation/délocalisations, informatisation/robotisation, et immigration forment un cocktail terrible pour les salaires qui ne peuvent pas augmenter, car le marché du travail reste un marché... régi par l'offre et la demande. Trop d'offres et pas assez de travail = des salaires bas.

Lors des 30 glorieuses, le salaire augmentait plus vite que toutes les dépenses contraintes... d'où les merveilleux souvenirs que cette époque peut laisser.

Charles SANNAT

Source [Le Monde ici](#)

La toute nouvelle arme des démocrates

Rédigé le 26 novembre 2018 par [Jim Rickards](#)

Destitution, enquêtes, et sans doute intention cachée de modifier la Constitution viennent à l'appui de la toute nouvelle arme des démocrates : la violence dans l'espace public.

Ces dernières semaines, les militants d'Antifa, ainsi que d'autres groupes radicaux, ont harcelé dans des restaurants un secrétaire de cabinet de Trump, un attaché de presse et un sénateur ainsi que leurs conjoints (notamment tout récemment Mitch McConnell et son épouse, la secrétaire aux Transports Elaine Chao) ; envoyé des menaces de mort aux sénateurs et à leur personnel ; vandalisé les bureaux de républicains dans trois Etats ; attaqué plusieurs candidats républicains dont un a été blessé et a mis plusieurs semaines à s'en remettre ; envoyé des colis empoisonnés à la Maison Blanche, au Pentagone et à plusieurs sénateurs, entre autres menaces et actes de violence.

Les démocrates de premier plan ont eu de nombreuses occasions de prendre leurs distances avec ces actes illégaux et répréhensibles. Mais ils ont préféré rester silencieux ou encourager activement la violence. L'ex-Procureur général Eric Holder a dit qu'il préconisait de « donner un coup de pied » aux républicains. Maxine Waters a encouragé les démocrates à ne pas laisser les républicains en paix lorsqu'ils les voyaient dans l'espace public. Hillary Clinton a dit que la « civilité » pourrait attendre que les élections soient passées. Il semblerait que la violence et les troubles sociaux ne disparaissent pas ; peut-être vont-ils même s'aggraver maintenant que les démocrates ont repris la Chambre.



Sarah Anderson (parlementaire à la Chambre), de Plymouth (Minnesota), a reçu un coup de poing d'un « anarchiste » auto-proclamé après lui avoir demandé d'arrêter de déchirer ses affiches de campagne. Cela s'inscrit dans une vague de violence ciblant les candidats républicains ainsi que leur personnel.

Trump réagira de la même manière et partira réellement en guerre contre la Chambre contrôlée par les démocrates. Il adore ces controverses et utilisera la procédure de destitution pour dynamiser sa propre campagne de réélection en 2020.

Le résultat sera le suivant : un gouvernement paralysé, incapable de mener des politiques budgétaires ou nationales ou d'entretenir des relations internationales efficaces.

Tandis que les guerres feront rage autour de la destitution, la campagne des présidentielles de 2020 battra son plein et politisera encore plus l'environnement. Ce sera le retour en force de la politique agressive et pleine de ressentiment qui a imprégné le processus de confirmation de Kavanaugh. Sauf que cette fois, le dysfonctionnement durera deux ans et non deux mois.

Le retour d'un marché baissier

Comme si ces dysfonctionnements politiques ne suffisaient pas, les marchés actions et obligataires américains sont devenus plus volatils et ont lourdement chuté en octobre – pour la première fois depuis le mois de février. Toutefois, en février, les actions avaient essuyé les pertes rapidement pour atteindre de nouveaux plus hauts dès septembre.

Cette baisse d'octobre pourrait marquer le tout début d'un marché baissier généralisé (il est encore tôt pour l'affirmer et nous surveillerons les signaux de très près).

Bon nombre d'analystes ont donné leur avis sur la volatilité et la tendance baissière des marchés américains en octobre 2018. Les théories concernant cette baisse sont notamment les suivantes :

- Une réaction face à la poursuite du resserrement monétaire opéré par la Fed ;

- L'impact du dollar fort sur les résultats des multinationales ;
- L'inflation potentielle et une augmentation des salaires susceptibles de pénaliser les bénéficiaires des entreprises.

La Fed relève les taux mais il existe peu de preuves d'inflation. En fait, les derniers chiffres relatifs à l'inflation indiquent qu'elle a légèrement baissé, par rapport à ces derniers mois.

Les cours des obligations évoluent à l'inverse des rendements. Tandis que la Fed relève les taux et que les acteurs du marché anticipent de nouveaux relèvements, les cours des obligations s'effondrent. Certains analystes prévoient la fin de ce marché haussier obligataire qui aura duré 37 ans après s'être amorcé en 1981.

Il n'est pas inhabituel de voir les actions et les obligations s'effondrer en même temps. Dans un contexte de vigueur économique, les taux d'intérêt peuvent augmenter, ce qui pénalise les cours obligataires alors que les actions se comportent bien grâce à la croissance.

Dans un contexte de faiblesse économique, les actions peuvent être pénalisées, mais les obligations flamber grâce à la baisse des taux d'intérêt.

Dans le contexte actuel, où la Fed relève les taux malgré des signes de ralentissement économique dus à un dollar fort et aux guerres commerciales, les actions et les obligations baissent en même temps. Les investisseurs n'ont aucun endroit où se réfugier, excepté vers les liquidités et l'or.

La réalité des facteurs économiques décrits ci-dessus est un accident ne demandant qu'à se produire en période faste, et quelque chose d'encore plus probable en période de volatilité et lors d'élections très contestées.

La violence de la résistance, notamment d'Antifa, peut facilement déclencher une réaction violente de la part des gens qu'elle vise, ou de milices radicales de droite. Ce serait une étape tragique de plus sur la voie des troubles sociaux et de la nouvelle Guerre de Sécession.

Les marchés vont être dégoûtés par tout cela et les investisseurs prendront la porte, en quête de valeurs refuges tels que les liquidités et l'or, ainsi que les terres, les ressources naturelles et d'autres actifs tangibles.

Les actions et les obligations baissant simultanément, il existe peu de sanctuaires sur les marchés américains. Les marchés étrangers ne valent pas mieux en raison de l'incertitude provoquée en Europe par les négociations du Brexit et la résistance des Italiens aux directives budgétaires de l'Union européenne.

Les marchés émergents sont sur les dents en raison de crises monétaires et de la dette au Venezuela, en Argentine, en Turquie, en Indonésie et ailleurs.

Même la Chine, la deuxième économie mondiale, arrive à court d'astuces. Et elle est désormais confrontée à un ralentissement économique, à la hausse de l'inflation, à la fuite des capitaux et aux débuts d'une crise de la dette.

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIĆ

LA REVUE DE PRESSE DE DECEMBRE SUR TVL EST ARRIVEE EN AVANCE

du 27 au 30 novembre 2018 : Voici les thèmes abordés: **1. Révolution ou guerre civile** : le résultat de la crise financière ? – La République du mensonge – Le pouvoir exorbitant des banques – Le prix du gasoil un prétexte – Pourquoi les Français paieraient-ils pour « sauver la planète » ? – Non pas la transition écologique mais la dette – Une victoire des réseaux alternatifs face à la destruction du territoire – Le pire est à venir, augmentations de janvier, prélèvement à la source, hausse des péages – L'écologie une très bonne idée fiscale – Le quatrième pouvoir n'existe plus !

2. **La Ploutocratie règne en maître** – Paul Volker, ancien conseiller de Reagan : "la ploutocratie s'est emparée du monde" – Madoff, le retour via Groupama et Orange Bank – JPMorgan et le stock d'or de la Banque de France – Madame Goulard, éphémère ministre de la Défense, architecte du rapprochement JPMorgan / Banque de France – JPMorgan et la manipulation des cours, JPMorgan et le don au 93 – La banque Rothschild se sépare de sa « blanchisseuse » – Les stress tests de la BCE défavorables pour les 12 principales banques européennes – La Grèce vend ses monuments – Blackrock, l'institution financière la plus puissante (et la plus méconnue) du monde – France : l'Enarchie en question



LE CIC VOLE L'ARGENT DE LA TIRELIRE DES ENFANTS

du 26 au 30 novembre 2018 : Voilà une photo qui est massivement partagée en ce moment même sur les réseaux sociaux. Si le sujet n'est pas nouveau, là je trouve que le CIC pousse l'escroquerie tellement loin, qu'il contribue au soulèvement des Français contre les banques.

LAISSEZ L'ARGENT DEVOS ENFANTS DANS
LEUR TIRE LIRE !!

c'est plus SUR!

LP : [QR code]
M.
OU MLE DELPHINE

RELEVÉ ET INFORMATIONS BANCAIRES

VOTRE CONSEILLER : M William THETIER

01 octobre 2018

€ LIVRET PREMIERE EPARGNE N° [redacted]
TITULAIRE(S) : MLE MATHILDE [redacted]

Date	Date valeur	Opération	Débit EUROS	Crédit EUROS
SOLDE CREDITEUR AU 01/09/2016				173,99
31/12/2016	01/01/2017	INTERETS 2016		3,28
31/12/2016	01/01/2017	PREL.OBL. 2016	0,79	
31/12/2016	01/01/2017	PREL.SOC. 2016	0,52	
31/12/2017	01/01/2018	INTERETS 2017		3,07
31/12/2017	01/01/2018	PREL.OBL. 2017	0,74	
31/12/2017	01/01/2018	PREL.SOC. 2017	0,48	
20/09/2018	16/09/2018	F.FRAIS TENUE COMPTE INACTIF	30,00	
SOLDE CREDITEUR AU 01/10/2018				147,81

HONTEUX!

Pour vous accompagner, M William Thetier est votre nouveau chargé d'affaires professionnels en remplacement de M Noel Vaduret. Il se tient à votre disposition pour vous rencontrer.

Sur 2ans 6,35 d'intérêts - 2,53 de cotisation de compte
Soit TOTAL 3,82 d'intérêts sur 2ans

⚠ Mais comme ma fille de 10ans n'a pas mi d'argent sur ce compte donc - 30,00
De FRAIS Tenue compte INACTIF

LES COIFFEURS FERMENT LES UNS APRES LES AUTRES, PLUS LETTRE D'UN DENTISTE

du 26 au 30 novembre 2018 : Cette photo de l'un de nos lecteurs est un écho de la dernière revue de presse papale avec Laurent. On vous dit que les boutiques sont vides parce qu'Internet leur fait concurrence. Non, ce n'est pas Internet à 100%, mais plutôt la montée des taxes et impôts. En effet, ce n'est pas Internet qui vous coupe les cheveux, mais bien un coiffeur en chair et en os. Et regardez bien ces photos, Blvd de Courcelles à Paris (au métro Villiers, un quartier des plus chics) elles vous disent tout:



Pour vous montrer que la France est bien en train de couler au rythme grec, lisez bien cette lettre de Jacques, l'un de nos lecteurs, dentiste, qui suit la revue de presse: "*Je viens de terminer un contrôle fiscal (bien terminé, merci mon Dieu) qui a phagocyté quelque peu mon temps pendant cette période... J'ai un fille à Vichy en ce moment et je pense à vos propos sur cette ville des plus agréables mais qui se meure lentement.*

Je suis dentiste à la campagne et je constate chaque jour l'appauvrissement de la population et l'augmentation importante du nombre de CMU (aide médicale gratuite) parmi mes patients avec bien entendu une répercussion négative sur mon activité puisqu'il faut travailler à des prix bloqués par le gouvernement, qui est lui même responsable de cette situation"

CONFIRMATION DE L'APPAUVRISSMENT GENERAL DES FRANCAIS DEPUIS L'EXPLOSION DE WALL STREET

du 26 au 30 novembre 2018 : Amusant, le Point vient seulement de remarquer que le sauvetage des banques de 2008 et 2009 a, au final, appauvri les Français: "*Entre 2008 et 2016, le revenu disponible moyen des ménages a baissé de 1,2 %, soit 440 euros, selon les auteurs de l'étude qui s'appuient sur les revenus communiqués au fisc issus des déclarations fiscales ... Pendant cette période, le nombre de familles monoparentales, de personnes seules et de retraités (sous l'effet du vieillissement de la population) a en effet augmenté. Autant de facteurs qui ont diminué le revenu moyen des ménages de 1,1 %, soit 400 euros.*

La politique sociale et fiscale menée sous Nicolas Sarkozy et François Hollande pour redresser les comptes à partir de 2011 a beaucoup ponctionné le revenu disponible moyen des ménages. La baisse a atteint 1,4 % entre 2008 et en 2016, soit 500 euros ... En 2016, la politique menée notamment par François Hollande a en moyenne fait perdre aux 5 % des ménages les plus aisés un montant de 5 640 euros (- 5 % du revenu disponible) sur l'année par rapport à ce qu'ils touchaient en 2008", merci à Spartacus.

Une autre étude parle d'une perte de 700 euros, si on y inclut toutes les hausses, dont l'essence. Ce qui est absolument énorme. Lire [ici Le Point](#).



MESSAGE POUR TOUS CEUX QUI VIENNENT À LA MATERNITÉ

Hopital Jean Verdier

LE PERSONNEL DE LA MATERNITÉ RECHERCHE :

DES VÊTEMENTS DE LAYETTE 1^{er} ÂGE TELS QUE :
BODIES - VÊTEMENTS CHAUDS - BONNETS - CHAUSSETTES...

AFIN DE POUVOIR ACCUEILLIR LES
NOUVEAU-NÉS QUI EN ONT BESOIN



MERCI D'AVANCE POUR VOTRE GÉNÉROSITÉ

ENCORE DES TAXES... SUR LE FAIT QUE VOTRE APPARTEMENT SOIT VIDE (ET SUR BERNARD BROCHAND ?)

du 26 au 30 novembre 2018 : En janvier, comptez sur une nouvelle taxe, sur la mort éventuelle des contractants d'emprunts. Il fallait oser là aussi: "*Garantie décès des contrats d'assurance emprunteur: une taxe de 9 % s'appliquera au 1er janvier 2019*", , [lire ici](#) [Previssima](#).

Notre lecteur Jean-Jacques, lui, nous a fait une photo de l'impôt sur le bien immobilier qui pourtant n'est pas loué. En clair, loué ou pas loué, boum, taxe: "*Je vous transmets cette nouvelle taxe sur les appartements vacants que je ne connaissais pas, mais que ma mère a reçu: et qui est resté abasourdie*"

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
AVIS D'IMPÔT 2018
 TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS
 perçue au profit de l'Agence nationale de l'habitat

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
 TRÉS SIX-FOURS-LES-PLAGES
 33 AV DE LA MER CS 10107
 83183 SIX FOURS CEDEX

Vos références

Numéro fiscal (C) :	04 52 720 397 458
Référence de l'avis :	18 83 8804107 65
Identification de votre imposition :	
Département :	830
Commune :	VAR 129
Lieu d'imposition :	SIX-FOURS-LES-PLAGES 0041
	96 RUE ANTELME
Numéro FIP :	830 17 60 3007388789 4
Numéro de rôle :	740
Date d'établissement :	05/11/2018
Date de mise en recouvrement :	31/10/2018

Votre situation

MONTANT À PAYER	
Au plus tard le 17/12/2018	227,00 €

83024
 LVA V2.3 24062018 R.2 N

Les taxes sur l'air que vous respirez et sur les trottoirs que vous empruntez à pied sont désormais toutes proches... PAs un mot sur les médias de masse.

PS: En revanche BFM et les autres se sont bien gardé de parler de l'ancien maire de Cannes Bernard Brochand ([député Républicain actuel, lien sur l'AN](#)) qui avait planqué 1 million d'euros en Suisse à l'UBS, million qu'il avait oublié de déclarer.

C'est fou comme on peut oublier 1 million d'euros.

[Lire ici 20 minutes, merci à mon lecteur N1r.](#) Je me demande, comme d'autres, si les Balkany viendront lui servir de témoins de moralité...

LE BANQUIER AVAIT BRAQUE SA PROPRE AGENCE !!!

du 26 au 30 novembre 2018 : D'habitude les banquiers volent leurs clients, mais cette fois le banquier avait décidé de faire un hold up dans sa propre agence...

??? !!!

wouaaaaaa !!!

"Le 28 novembre 2015, un homme cagoulé et ganté, muni d'une arme de poing, pénètre dans les locaux de la Caisse d'Épargne de Guise. Il menace un conseiller commercial, Bernard Colmont et le directeur, Stéphane L. Il ordonne au premier de ligoter le second, et de faire entrer deux autres hommes, également casqués et armés. Ils se font remettre le contenu de la réserve destinée aux distributeurs automatiques puis prennent la fuite à moto. Le préjudice est estimé à 300.000 euros".

Le banquier Bernard Colmont était en fait l'organisateur de l'opération, [lire ici le Courrier Picard pour le croire](#), merci à Mr Dufresnoy. Le banquier a dépensé son argent en p*** ainsi qu'en casinos belges. Et pas qu'une fois...

PS: la presse régionale tire de plus en plus à boulets rouges sur les banquiers, je trouve cela très intéressant.

LA FRANCE ESCLAVE DES AMERICAINS, DEMONSTRATION DANS L'AGRICULTURE ET LES MINES D'OR

du 26 au 30 novembre 2018 : Les Etats-Unis raflent toute l'Europe avec leur monnaie de singe, regardez bien. De Mr Denise: "**Je me permets de vous envoyer deux articles de presse, qui ne semblent émouvoir personne ! Je suis un agriculteur scandalisé , on nous sacrifie , nous n'avons plus d'avenir et nos syndicats de voyous ne disent rien , pas de réactions d'écologistes : nous allons être gavés aux OGM et en crever . Nos politiciens français veulent que l'on fasse tous du bio et pendant ce temps nos amis Américains ont le champ libre pour nous envoyer leur saloperies**".

NUTRITION ANIMALE

L'Américain ADM doit croquer le Français Neovia

▼ Début juillet, la multinationale américaine ADM qui est présente dans toute la chaîne agricole a signé un accord de négociation exclusive avec InVivo pour racheter 100 %

LE CENTRE D'INNOVATION DE NEOVIA, inauguré en 2016, intéresse notamment ADM.



des parts de sa filiale nutrition animale Neovia. Le groupe coopératif en possède 67,5 %, le reste étant réparti entre Eurazeo, Unigrains, Future French Champions et Idia Capital Investissement. ADM a fait une offre ferme valorisant le tout à 1,535 milliard d'euros. Neovia annonce réaliser 1,7 milliard

d'euros de chiffre d'affaires. ADM est notamment intéressé par le centre mondial d'innovation du Français, basé à Saint-Nolff dans le Morbihan. Cette opération, qui devrait être bouclée en fin d'année, s'inscrit dans la stratégie d'apport de valeur ajoutée lancée en 2014 du mastodonte américain et lui offre un pied-à-terre en France. Côté InVivo, les coopératives ont obtenu l'engagement que la nouvelle entité poursuive les partenariats. Si l'opération se conclut dans les conditions prévues, l'ensemble donnera naissance à l'un des tout premiers opérateurs internationaux de la nutrition animale. © Y. B.

► Lors
rapport
de la for
marges
Philippe
a noté q
la produ
d'une an
la distrit
Un atout
mais pas
Les coût
globalen
de vente
en 2017.
en 2017 c
le coût d
meunier
supérieu
aides, de
(147 €/t e
baguette
resté sta
coût du t
de ce pri
meunerie

Soja: la guerre commerciale avec la Chine affecte les farmers

aux décisions de Donald Trump sur les métaux. Les agriculteurs américains en subissent les effets.

La guerre commerciale qu'a entamé le président des États-Unis avec la Chine pèse sur les farmers américains. Tout a commencé en mars, lorsque Donald Trump a annoncé la mise en place de droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium chinois dans le cadre de sa politique « America first ». La réponse chinoise ne s'est pas fait attendre, engendrant une escalade de part et d'autre du Pacifique. Le conflit n'a pas épargné les produits agri-

taxés de 25 %. Or environ 30 % de la production américaine part vers la Chine. Selon des calculs de l'université de Purdue dans l'Indiana, la hausse des tarifs douaniers engendrerait pour les États-Unis (comme pour la Chine, d'ailleurs) une baisse de revenus de 3 milliards de dollars par an, les exportations de

L'UE veut importer davantage de soja américain

En moins de six mois, les prix du soja américain ont en tout cas décliné de près de 20 %. L'oléagineux a fait partie des discussions entre Donald Trump et Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne,



30 % DU SOJA AMÉRICAIN est exporté vers la Chine.

lors de sa visite à la Maison Blanche fin juillet. « En ce qui concerne l'agriculture, l'Union européenne peut importer davantage de soja américain et cela sera fait », a conclu le responsable européen. La Commission surveille désormais de près ces échanges. « Comparé à juillet 2017, les importations européennes de soja en provenance des États-Unis ont progressé de 283 % avec 360 000 tonnes », s'est félicité Bruxelles dans un communiqué début août. Si elle perdure, cette guerre commerciale peut redessiner les échanges mondiaux. © V.N.

Un plan de 12 milliards de dollars

Le soutien de Donald Trump aux farmers mis en difficulté par sa politique internationale ne s'est pas trop fait attendre. Fin juillet, il a annoncé le déblocage sur les crédits gérés par l'USDA (département américain de l'agriculture) d'un budget de 12 milliards de dollars. Cette somme doit servir en particulier à soutenir les producteurs de soja, sorgho, maïs et blé affectés par les baisses des prix des cultures et la hausse des coûts de l'acier, visible dans les prix des machines agricoles.

EVOLUTION DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE LA DETTE AMÉRICAINE PAR PAYS DE JANVIER 2017 À 2018

PAYS	ACTIFS DU TRÉSOR US DÉTENUS (en milliards de dollars, août 2018)	EVOLUTION DE JANVIER 2017 À AOÛT 2018 (en %)
Chine	1165,1	+ 10
Japon	1029,9	+ 7
Irlande	315,8	+ 7
Royaume-Uni	272,6	+ 27
Suisse	231,9	+ 3,5
Luxembourg	224,1	+ 2
Iles Caïman	197,9	- 28
Arabie saoudite	169,5	+ 50
Belgique	154,3	+ 37
France	118,4	+ 97
Canada	96,2	+ 19
Allemagne	73,3	+ 2
Emirats arabes unis	59	- 3
Pays-Bas	43,6	-25
Espagne	37,5	- 0,5
Italie	37,3	-2

Source : Département du Trésor des Etats-Unis

(1) La Chine a vendu massivement des bonds du Trésor au cours des derniers mois, mais de janvier à décembre 2017 elle en avait acheté en masse ce qui explique que son solde marque une évolution positive sur la période couverte par ce tableau.

En Guyane c'est la même approche, de notre lecteur Mr Etelage: " *Suivez l'or, ou une explication au pourquoi Trump faisait la "tronche" le 11 novembre et pourquoi Poutine est venu le féliciter avec un petit sourire en coin pendant la cérémonie du 11 novembre. Le projet Montagne d'Or semble avoir pris corps (je n'ai pas trouvé l'autorisation d'exploitation donc à vérifier) mais il n'y a pas de fumée sans feu. Il semblerait que la mission de l'armée française en Guyane ait changé depuis quelques jours. à savoir passer de la lutte contre les orpailleurs clandestins à celle de la protection de la montagne d'or au profit de la société Norgold détenu par la première fortune de Russie, l'oligarque Alexeï Mordashov, propriétaire du géant de l'acier Severstal, par la société Canadienne Columbus, [lire ici le JDD](#).*

Ca ne fait les gros titres. Macron, considérant en tant que banquier l'or comme une relique barbare, plutôt que de garder l'or de la Guyane pour la France préfère le donner en exploitation aux Canadiens et aux Russes (pas aux Américains d'où peut être la grosse colère de Trump). Cout de l'opération: 420 millions d'euros d'argent public. défiscalisation de 35% associée à ce type d'investissement dans les DOM, soit 227 millions d'euros, prix avantageux de l'électricité facturé à l'opérateur via le système de solidarité nationale

économie de 129 millions, financement d'une partie de la ligne à haute tension alimentant le site, 30 millions, piste reliant Saint-Laurent-du-Maroni, dans le nord-ouest de la Guyane, à la Montagne d'or 34 millions. Total :420 millions d'euros d'argent public.

Les industriels espèrent extraire 6,7 tonnes d'or par an pendant 12 ans (entre 2022 et 2034), soit une valeur estimée à plus de 3 milliards d'euros (au cours actuel de l'or)".

On peut se demander pour quelle raison l'Etat n'ait pas confié ces mines à un groupe français, mais bon je suis trop exigeant dès qu'il s'agit de souveraineté monétaire. **Et à ce propos, regardez bien le graphique des achats des bons du Trésor américains ci-dessus. La France est ruinée, mais elle trouve des milliards pour acheter des BdTs de la Fed qui ne valent rien, puisque reposant sur la planche à billets, [lire ici RT.](#)**

LES PAYS DE L'EST ACCUMULENT LES LINGOTS D'OR

du 26 au 30 novembre 2018 : Je vous en ai parlé au fil de l'eau, mais Michael McDonough a dressé un tableau de tous les stocks qui bougent en ce moment dans les Banques Centrales. Ces chiffres comparent les stocks de l'année 2017 à 2018, et effectivement c'est criant, surtout à travers le Kazakhstan qui transforme son pétrole en... or. Comme la Russie. Les deux profitent des cours bas contrôlés par les Américains pour sauver leur dollar qui ne vaut plus rien.

1. *Russia (+198 tonnes)*
2. *Kazakhstan (+35)*
3. *India (+28)*
4. *Poland (+14)*
5. *Mongolia (+5)*
6. *Argentina (+5)*
7. *Kyrgyz (+3)*
8. *Colombia (+2)*
9. *Jordan (+2)*
10. *Qatar (+2)*

Transformer l'argent du pétrole en or EST tout le contraire du... pétrodollar!!!

UNE PREUVE DE PLUS QU'ELOISE BENHAMMOU A RAISON, LISEZ BIEN

du 26 au 30 novembre 2018 : De notre lecteur Mr Debonis: "*Je suis d'origine Italienne et je m'occupe depuis des années de mes parents à la retraite . Ces derniers sont arrivés en 1956 en France et ont travaillé la majeure partie de leur vie en France, après naturalisation début des années 60.*

Ils perçoivent également une petite retraite Italienne pour les quelques années travaillées en Italie (600 euros au total à eux deux). Après la crise de 2008, à partir de 2010 , la caisse de retraite Italienne leur a demandé de justifier qu'ils soient vivant une fois par an et ce via un officier de mairie ou autres fonctionnaires d'état civil ... Jusqu'à là rien de très surprenant.

Ensuite ce qui l' est plus c'est le fait que ce document doit être envoyé à Citi, Groupe basé à Londres. Dans ce document figure des numéros d'appel en fonction de sa localisation nationale (France, Belgique ...) avec différents service de Citi à contacter.

Encore plus surprenant: document était envoyé d'Italie, depuis 2 ans ce document nous parvient désormais via la Deutsche Post. Si cela vous intéresse, j'ai la possibilité de vous faire parvenir une photocopie de ce document."

Ce qui veut dire que toutes les cotisations ont été directement données à la CitiBank de Londres et même la gestion des retraites... Si jamais la Citi fait faillite, adieu les retraites de millions de gens. Incroyable, mais hélas vrai. Eloïse avec son livre Kleptocratie est même en dessous de la réalité.

AU JAPON LES BANQUES EMPECHERONT LES CLIENTS DE RETIRER LEUR ARGENT PENDANT 1 SEMAINE

du 26 au 30 novembre 2018 : De notre lecteur Mr Horning: "*La Shinsei Bank va fermer tout simplement l'intégralité de ses ATM pour une durée de... 6 jours pour la fin de l'année. Après un rapide coup d'œil apparemment cela affecterait toutes les banques Japonaises. Personnellement la mienne ne m'a toujours pas prévenu. Mais bloquer l'argent 1 semaine en fin d'année ça n'est pas innocent.*

Notez au passage que la Shinsei Bank vient d'ailleurs de faire payer les retraits au ATM pour ceux qui ne sont pas en Gold ou Platinum pour un montant de 108yen par retrait soit 0.83cts d'euro, [lire ici](#).

Il apparaît aussi que la chasse au cash ait commencé au Japon. Je fais une bonne partie de mes courses ou achats en magasin avec du liquide et vous avez des ATM partout. Mais il semblerait que les banques veuillent les réduire drastiquement. Cela va faire drôle au japonais qui ont l'habitude d'avoir de l'argent liquide sur eux, [lire ici par exemple](#). Et ici pas de Roms ou de racailles qui vous agressent et encore moins de terroristes. Ils vous donnent le coût d'entretien et d'installation de ces derniers pour les supprimer: "ATMs are expensive to install and maintain. Banks hire security companies to refill the machines with cash and then remove the cash after business hours and transport it to the Bank of Japan", [lire ici Japan Times](#)".

Les banques japonaises ont décidé de copier les américaines et européennes et de dépouiller leurs clients, pourtant pas dans la culture bancaire nippone. Mais en ces temps de faillite mondiale, tout arrive, même au Japon.